

LES REGISTRES DE COMMERCE SE NUMÉRISENT

CONTROLE DE LA
DÉPENSE PUBLIQUE:

L'IGFA ENGAGÉ
145 MISSIONS
D'INSPECTION
EN 2020

de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Mercredi 10 Février 2021 / N° 1043 Prix : 20 DA

LE COMMANDEMENT
DE LA GENDARMERIE
NATIONALE MET
L'ACCENT SUR L'INTÉRÊT
"MAJEUR" ACCORDÉ
À LA FORMATION

CHENINE

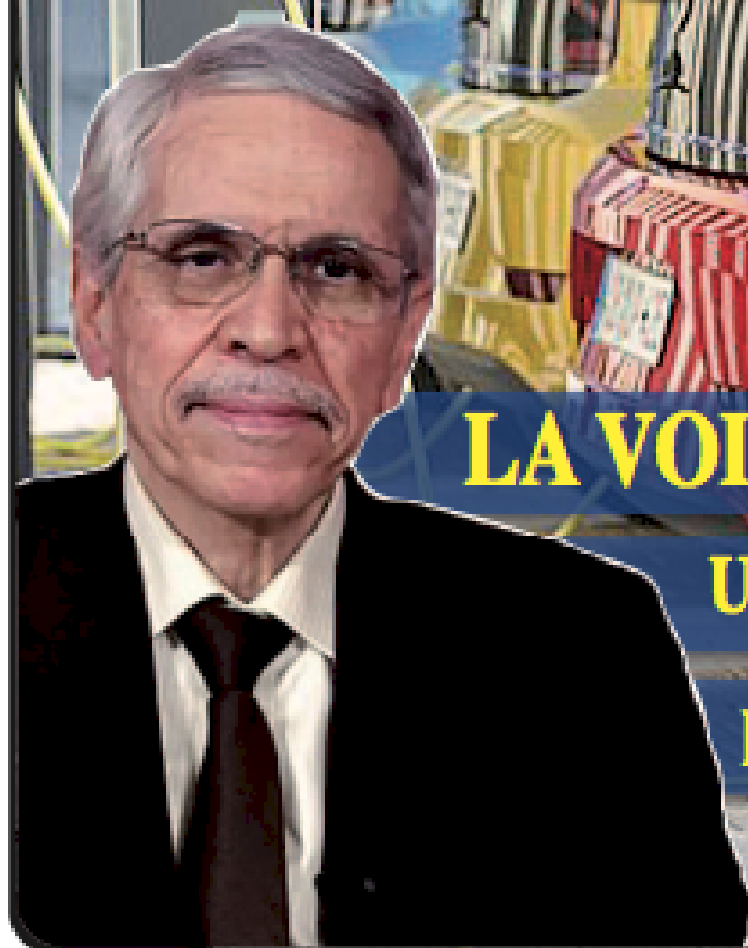
RENFORCER L'IMMUNITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET CRISTALLISER
LES PRIORITÉS DE L'ALGÉRIE NOUVELLE



UN PAS VERS L'AVANT

CHITOUR

LA VOITURE ÉLECTRIQUE,
UNE OPTION POUR SORTIR
DE LA DÉPENDANCE AUX HYDROCARBURES



JUEL

AUGMENTATION
DE 7 % DU VOLUME
D'ÉCHANGE
DE MARCHANDISES
AU PORT DE DJENDJEN

L'APPO DÉCIDE D'EXAMINER
L'ÉTUDE SUR L'IMPACT
DE LA COVID-19 LORS
D'UNE PROCHAINE RÉUNION

BANQUES
PUBLIQUES:

75 AGENCES
ONT PROPOSÉ
DES PRODUITS
DE LA FINANCE
ISLAMIQUE EN 2020

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mercredi 10 Février 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	15:53	18:15	19:38

Horaires de prière à Alger du Jeudi 11 Février 2021

Fajr	Chourouk
06:20	07:48

Météo



Alger 21° / Oran 22° / Annaba 17° /
Constantine 17° / Béchar 25° / Biskra 23° /
Djelfa 17° / Sétif 16° / Ghardaïa 23° / Jijel 18° /
Tlemcen 22°

Transport

Un avion sans pétrole dès 2030 ?



Dans moins de 10 ans, l'humanité pourra utiliser un avion qui fonctionnera sans carburants. Le premier vol d'un appareil utilisant un mélange de kérosène et de biocarburant a eu lieu en 2008. Boeing a depuis effectué des tests avec des aéronefs fonctionnant à 100% avec du « carburant d'aviation durable » (SAF), indique le groupe dans un communiqué. Ces combustibles sont produits

à base de déchets végétaux, de déchets domestiques recyclés ou d'huile de cuisson usagés par exemple. Selon l'Association du transport aérien international (IATA), les SAF peuvent réduire les émissions de CO₂ de 80% par rapport au kérosène conventionnel sur l'ensemble de leur cycle d'utilisation. Les avions sont actuellement autorisés à voler avec un combustible contenant jusqu'à 50% de SA.

IMPORTATIONS

L'Algérie a importé pour près de 46 millions de dollars de poissons

L'importation de poissons et conserves demeure pratiquement stable avec 18 155 tonnes en 2019 contre 18 602,92 tonnes en 2018, soit une baisse de 2,4%. En valeur, la facture d'importation a représenté 45,93 millions de dollars dont 18,73 millions de dollars de poissons congelés et

près 13 millions de dollars de poissons frais. Selon l'ONS, la production halieutique nationale a accusé une baisse de 12,6% en 2019, avec un volume de 109 616 tonnes, contre 125 454 tonnes en 2018. Dans le détail, la production des pêches de capture a reculé de près de 13% passant de 120 354 tonnes

en 2018 à 104 881 tonnes en 2019. Toujours selon l'ONS, ce recul peut s'expliquer par le fait qu'une partie (44,4%) de la flotte est constituée de navires inactifs. Quant à la production aquacole elle a aussi reculé, passant de 5 100 tonnes en 2018 à 4 735 tonnes, soit une baisse de 7,2%.

Energie : Plus grand parc éolien en Corée du Sud en 2030



La Corée du Sud a dévoilé un plan de 48.500 milliards de won (36 milliards d'euros) pour construire le plus grand parc éolien offshore du monde d'ici 2030, dans le cadre des efforts visant à favoriser une relance écologique après la pandémie de COVID-19. Ce projet est un volet majeur du Green New Deal du président Moon Jae-in, lancé l'année dernière pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles de la quatrième économie asiatique et la rendre neutre en émissions de carbone d'ici 2050. Moon Jae-in a assisté à la cérémonie de signature du plan à Sinan, ville côtière du sud-ouest du pays accueillant la centrale, qui aura une capacité maximale de 8,2 gigawatts. Les 8,2 GW envisagés correspondent à l'énergie produite par six réacteurs nucléaires, ou aux effets de la plantation de 71 millions de pins, ont déclaré les responsables. « Avec ce projet, nous accélérons la transition énergétique écologique et nous nous dirigeons plus vigoureusement vers la neutralité carbone », a déclaré le président sud-coréen lors de l'événement.

MAROC

Les inondations tuent au moins 24 ouvriers clandestins

Au moins 24 personnes ont péri dans l'inondation d'une usine textile clandestine dans la ville marocaine de Tanger, ont déclaré lundi les autorités, ajoutant que 10 personnes avaient été sauvées, rapporte l'agence Reuters. Selon la même source, le nombre de personnes qui se trouvaient à ce moment-là dans l'usine, située dans le sous-sol d'une villa, n'est pas encore connu, mais les autorités ont précisé que les opérations de sauvetage se poursuivaient et qu'une enquête sur les circonstances de l'incident avait été lancée.



PLANÈTE

La terre a tourné plus vite en 2020

En 2020, pour la première fois depuis le début des mesures il y a 50 ans, la Terre a tourné plus vite qu'à son habitude. Et les scientifiques prévoient qu'il en sera de même en 2021. Elle s'est mise à tourner un peu plus rapidement que d'habitude. Jusqu'alors, le record du jour le plus court était détenu par le 5 juillet 2005. Notre Planète avait alors tourné sur elle-même en 1,0516 milliseconde de moins que les 86.400 secondes moyennes que dure un jour. En 2020, ce record a été battu... 28 fois ! Et le 19 juillet a établi un nouveau record avec un jour plus court de 1,4602 milliseconde, indique le site FuturaSciences.



CORONAVIRUS

246 nouveaux cas, 186 guérisons et 6 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Deux cent quarante-six (246) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 186 guérisons et 6 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
FONDATION NATIONALE D'ÉDITION

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 021737778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

Assurer un environnement permettant d'exploiter l'intelligence artificielle au service de l'Humain (experts)

Des experts et chercheurs ont plaidé, mardi, lors d'une rencontre organisée à l'université M'Hamed Bougara de Boumerdes, pour l'impératif d'assurer l'environnement nécessaire à l'exploitation, à travers des mécanismes et technologies modernes, de l'intelligence artificielle au service du bien être de l'Humain. Un nombre d'experts ayant pris part à un workshop international sur les "Environnements intelligents centrés sur l'Humain, pour la santé et le bien-être", qui s'étalera sur deux jours, ont assuré que "le véritable enjeu actuel, réside dans la découverte d'une formule appropriée susceptible d'intégrer les nouvelles technologies, à travers l'intelligence artificielle, dans la vie de l'humain, en Algérie", ont-ils indiqué. A ce propos, l'enseignant à l'université de Boumerdes, le Dr. Baiche

Karim, a estimé que "les moyens et ressources humaines spécialisées en la matière sont disponibles en Algérie, il manque juste la volonté et le climat susceptible de mobiliser ces mécanismes à travers des applications et programmes intelligents, créés au profit de l'humain algérien". Il a lancé, à ce titre, un appel aux autorités concernées, en vue d'accorder l'intérêt nécessaire au domaine de l'intelligence artificielle, au vu, a-t-il dit, de "son importance" et ce à travers la mobilisation des technologies modernes, pour en faire un réalité palpable et partant, réduire l'écart existant entre les technologies et la réalité des Algériens", a-t-il observé. Le projet relatif à l'exploitation du robot au service du malade au niveau des structures hospitalières, à travers des applications et programmes bien définis, réalisé et présenté

par Dr. Lechkheb Fadila, de l'université de Boumerdes, figure parmi les plus importantes recherches exposées à ce Workshop. La chercheuse qui a signalé les différentes étapes de réalisation de ce projet et les moyens limités disponibles en la matière, a souligné que l'avantage de ce travail de recherche réside dans la "dotation de ce robot de programmes et applications intelligentes, qui lui permettent d'être au service d'un malade donné et de veiller à son bien être tout au long de la journée", a-t-elle expliqué. Ce workshop international a abordé, dans son premier axe, des thèmes liés entre autres, à "l'intelligence artificielle et interaction", les "Interactions environnement intelligent/humain", la "Réalité virtuelle, diminuée et augmentée", et les "Environnements intelligents (robots, maisons, voitures, villes...etc)",

entre autres. Quant au 2eme axe de ce workshop, il est réservé aux sujet traitant notamment des "Données médicales et réseautage", "Acquisition, représentation, exploration et exploitation de données médicales", "Stockage et partage de données médicales", "Dossier médical électronique", et le "Big Data, Data Warehouse et Data Mining", entre autres. Le 3eme thème aborde d'autres thématiques dont la "Sécurité et sûreté", "Gestion des premiers soins et des urgences", "Sécurité de réseaux", "Sécurité et protection des données médicales", "Réseaux sociaux, informatique omniprésente et qualité de vie", "Maladies chroniques et génétiques", "Maladies et épidémies (détection, contrôle, prévention...etc)", et «Protection des femmes, des enfants et des personnes dépendantes".

Développement hors hydrocarbures Nécessité de développer la microélectronique comme alternative stratégique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis en avant mardi à Alger la nécessité de développer la microélectronique en tant qu'alternative stratégique pour le développement économique hors hydrocarbures. Présidant l'ouverture d'une Journée d'étude sur le Plan stratégique national de développement de la microélectronique à l'horizon 2030, en présence de membres du Gouvernement, M. Benziane a précisé que "la microélectronique impacte tous les secteurs économiques et revêt un caractère central et vital dans l'économie mondiale, notamment dans l'économie numérique sous toutes ses formes". Aussi, le ministre a-t-il souligné "la

nécessité pour l'Algérie de devenir un acteur de la microélectronique, en tant qu'alternative stratégique pour le développement économique hors hydrocarbures, de contribuer au développement et à la mise en œuvre d'un modèle économique productif moins dépendant des exportations d'hydrocarbures et d'encourager l'exploitation des ressources locales". La stratégie nationale de développement de la microélectronique répond aux récentes orientations politiques et stratégiques de l'Algérie qui vise à faire de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et de l'économie de la connaissance des leviers du développement socioéconomique, a soutenu M. Benziane. La stratégie vise également à renforcer les capacités

nationales en matière d'enseignement et de formation, ainsi que les capacités, les aptitudes et la compétitivité des entreprises dans tous les secteurs d'activité, a-t-il ajouté. Soulignant l'impérative conjugaison des efforts de tous les acteurs pour concrétiser cette stratégie, M. Benziane a également mis en avant la nécessité de jeter des passerelles entre l'Université et les sociétés économiques et placer les préoccupations de ces dernières au centre des intérêts de l'Université et vice-versa. Le Plan stratégique a été élaboré dans le sillage du "Livre blanc" sur la recherche et l'innovation en microélectronique, présenté et examiné lors du Workshop organisé récemment à Sidi Bel Abbès.

A.Z

CHENINE

Renforcer l'immunité de la société et cristalliser les priorités de l'Algérie nouvelle

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a appelé mardi à Alger à l'impératif renforcement de "l'immunité de la société" face aux menaces et cristallisation des "priorités" de l'Algérie nouvelle que le président de la République veille à consacrer. Dans son allocution lors d'une Journée parlementaire sur "la Cybercriminalité et ses retombées sur la sécurité du pays et du citoyen", organisée au Cercle national de l'Armée, M. Chenine a indiqué que "la cybercriminalité est une des formes de la criminalité qui implique plusieurs acteurs avec des dangers et menaces croissants, d'où l'importance de renforcer l'immunité de la société, basée sur les valeurs communes, l'identité fédératrice et la loyauté absolue à l'Etat". Il a appelé, en outre, à "la nécessité de valoriser et de soutenir l'action de l'ANP et de l'ensemble des iorganes sécuritaires face aux menaces", avec la promotion de l'action commune entre le citoyen et les institutions pour réaliser "les priorités de l'Algérie nouvelle que le président de la République veille à concrétiser, partant de son projet de relance et ses aspirations à la consécration de l'Etat de droit, de développement et de démocratie". La révolution technologique et l'ouverture sur le monde a induit une certaine "vulnérabilité sécuritaire" chez les pays, notamment en matière de sécurisation des institutions stratégiques et sensibles et de protection des intérêts économiques des individus, institutions et Etats, a ajouté M. Chenine, précisant que l'utilisation criminelle de l'espace cybernétique par des groupes extrémistes représente une menace pour la société, à travers la diffusion d'idées étrangères et la promotion d'attitudes inappropriées, de même que l'utilisation de cet espace permet aux groupes terroristes de faire la promotion de leurs actes criminels tendant à ébranler la sécurité des pays". L'espace cybernétique est également utilisé dans le cadre des guerres de quatrième et cinquième générations, pour l'élaboration de politiques visant à déstabiliser les pays, à la faveur de la promotion d'intox et de la mobilisation contre des régimes politiques pour opérer des changements servant les intérêts de parties étrangères. A cet effet, le président de l'APN a estimé que la lutte contre la cybercriminalité, nécessite "le développement d'une stratégie nationale de vigilance globale" contre ces crimes qui sont de plus en plus menaçants et répandus, en mettant en place les cadres juridiques et des procédures réglementaires, et en promulguant les législations en plus de la sensibilisation et de l'amélioration de la qualité de la performance des intervenants (la justice et la sûreté) par la formation. A cet égard, M. Chenine a affirmé que, grâce à son armée et à toutes ses institutions sécuritaires, l'Algérie a pu "vaincre les tentatives extérieures visant à attenter à la sécurité du pays et à l'unité de la société", et ce grâce à la maîtrise technique dans le domaine de la cyberdéfense et la haute formation des cadres spécialisés, soulignant que face à ces défis la vigilance "est devenue nécessaire", contre tous les comportements criminels et manœuvres étrangères, par le soutien aux efforts visant à préserver la stabilité du pays".

M.M

Baisse du niveau du barrage d'Ouled Mellouk (Aïn Defla) : 16 forages mis en service pour d'assurer l'AEP

Au total, 16 forages ont été mis en service à la fin de l'année dernière à Aïn Defla en vue d'assurer l'AEP de neuf communes de l'ouest de la wilaya consécutivement à la baisse du niveau du barrage d'Ouled Mellouk duquel elles s'approvisionnaient, a-t-on appris mardi de la direction locale de l'Algérienne des Eaux (ADE). "En raison de la sécheresse ayant sévi l'année dernière, le barrage d'Ouled Mellouk (35 km au sud-ouest de Aïn Defla) a connu une importante baisse de ses réserves en eau, nous contraignant, à la fin de l'année dernière, à mettre en service 16 forages en vue d'assurer l'eau aux neuf communes qui s'en approvisionnaient", a précisé le chargé de communication de l'ADE de Aine Defla, Abdelghafour Bouziane Errahmani. Tout en observant que le barrage d'Ouled Mellouk (127 millions de m3) est actuellement rempli à hauteur de 5,3 millions de M3 seulement, soit quelque 4 % de sa capacité de stockage, il a noté qu'à certains niveaux de remplissage du barrage, l'ADE ne peut pas puiser de l'eau. "Il est évident qu'il y a des consignes d'exploitation du barrage. A certains niveaux (bas) de remplissage, nous ne



station de traitement du barrage d'Ouled Mellouk, d'où elle est pompée vers les neuf communes en question. "A la faveur de toutes ces opérations, 52 % de la population d'El Attaf (la plus grande commune de l'ouest de la wilaya) sont approvisionnés à raison d'un jour sur trois et le reste un jour sur deux, au moment où 57 % de la commune d'El Abadia reçoivent quotidiennement le précieux liquide dans leurs robinets, les 43 % restant de la population étant alimentés tous les deux jours", a-t-il cité en guise d'illustration. Abordant par ailleurs les créances de l'entreprise, il a fait savoir que celles-ci ont atteint, au début de l'année 2021, la somme de 1,18 milliards de DA, déplorant que cet état de fait influe sur sa santé financière, constituant un frein à l'amélioration du service public. "Avant l'avènement de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), les créances de l'entreprise s'élevaient à 0,75 milliards de DA et, jusqu'à fin janvier de l'année en cours, celles-ci sont passées à 1,18 milliards de DA, dont 0,9 milliards DA sont à la charge des ménages", a détaillé M. Bouziane Errahmani.

pouvons y puiser de l'eau, encore moins la traiter, à fortiori lorsque le taux d'envasement est assez important", a-t-il fait remarquer. Relevant que les forages mis en service ont été dotés d'équipements modernes à même de leur assurer un rendement optimal, il a fait état de la mise en service "prochaine" de deux nouveaux forages au niveau d'El Attaf et Rouina en vue d'y renforcer l'approvisionnement en eau. Outre les forages, le même responsable a fait état du recours au lac dénommé Marmier (il est situé à quelque 500 m du barrage d'Ouled Mellouk) duquel un volume de 5 000 m3 est puisé chaque jour. "Des prélèvements y ont été effectués et les résultats se sont avérés positifs", a-t-il expliqué, précisant que le volume puisé est dirigé vers la

BELHIMER

L'Algérie ciblée par une guerre électronique menée par des parties étrangères

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé, à Alger, que le pays était ciblé par une guerre électronique structurée où se croisent les tentacules de parties étrangères ayant misé sur "l'échec" du processus démocratique, saluant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) qui affronte cette guerre pour préserver la souveraineté nationale. "L'Algérie qui veille à produire un contenu national numérique professionnel est ciblée par une guerre électronique structurée où se croisent les tentacules de parties étrangères ayant misé sur l'échec du processus démocratique engagé par le Hirak populaire et mené à bon port à la faveur des élections", a indiqué le ministre dans une allocution prononcée à l'occasion d'une journée parlementaire sur la "Cybercriminalité et ses retombées sur la sécurité du pays et du citoyen", organisée au Cercle



national de l'Armée. Saluant, à ce propos, les efforts de l'ANP face à ce genre de crimes, le Porte-parole du gouvernement a déclaré: "les éléments de l'institution militaire nationale, toutes spécialités scienti-

fiques et technologiques confondues, font face, avec la même volonté et compétence, aux plans de ces aventuriers même s'ils se cachent derrière des pseudonymes et des masques sur l'espace bleu (cyberespace)". Le ministre de la Communication a mis en garde contre l'accentuation de la cybercriminalité à chaque étape "cruciale" dans le processus de l'Algérie nouvelle, à travers la manipulation, le lavage de cerveaux et l'incitation des jeunes à la violence et à la division des Algériens. "Vu que 70% des Algériens consultent la presse électronique, il est devenu urgent de faire face à la cybercriminalité, en se focalisant sur la garantie de la souveraineté cybernétique basée sur la production d'un contenu national qualitatif sur les sites électroniques et la sécurisation du réseau en vue de consacrer la souveraineté de l'Etat", a expliqué M. Belhimer. A cet égard, le ministère de la Communication a exigé la domiciliation

des sites électroniques régis par le décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne et de diffusion de mise au point ou rectification sur le site électronique dans le domaine DZ. Lors de cette journée parlementaire auquel ont pris part des cadres de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, des représentants de plusieurs secteurs ministériels et des conseillers du Président de la République ainsi que des enseignants et des experts dans ce domaine, un documentaire audiovisuel sur la cybercriminalité et ses répercussions sur le pays et le citoyen a été projeté. Des enseignants universitaires et des cadres de la Sûreté nationale ont évoqué, lors de leurs interventions sur le thème de cette journée, les raisons, les motivations, les répercussions et les voies de lutte contre la cybercriminalité en Algérie.

E.R

Des efforts pour valoriser les richesses du Parc culturel de l'Ahaggar à Tamanrasset (Office)

L'Office national du parc culturel de l'Ahaggar à Tamanrasset œuvre sans relâche à impliquer tous les acteurs locaux dans les efforts de valorisation de la richesse culturelle diverse de cet espace patrimonial et culturel à ciel ouvert, ont déclaré dimanche des responsables de l'Office. L'implication des associations locales dans toutes les initiatives de protection des richesses du parc "est devenu plus que nécessaire" en vue de contribuer à les valoriser et à assurer leur durabilité à travers une action collective pour lutter contre toute pratique nuisible aux différents types de biens culturels et naturels du parc, a indiqué à l'APS le directeur du parc, Mahmoud Oumerzag. Cette démarche s'inscrit parmi les priorités de l'Office national du parc culturel de l'Ahaggar, dans le cadre des efforts importants visant à garantir la contribution à la réunion des conditions de protection des biens du parc, notamment à travers des actions de sensibilisation. Dans le même sillage, un membre du Forum Atakor pour la promotion de la culture et du tourisme sahariens, Amryoud El-Bekay, estime que l'implication de la société civile dans les efforts de protection du patrimoine culturel est une stratégie indispensable et efficace qui contribuera inévitablement à la protection de ce patrimoine contre l'extinction et aux efforts visant sa pérennité car c'est l'un des facteurs les

plus importants de l'identité nationale". Le directeur du parc a fait savoir que l'Office avait conclu des conventions avec des associations actives dans la région, à l'instar de celle signée avec le Forum Atakor, qui contribue grandement aux initiatives de sensibilisation à l'importance de la valeur historique et culturelle des composantes du patrimoine culturel du parc. Dans le cadre des efforts de protection du parc culturel de l'Ahaggar, dont la création s'inscrit au sein de la stratégie nationale et mondiale de préservation et de valorisation de ce patrimoine, des structures de protection et de réhabilitation ont été réalisées, en sus de la mise en place d'un Centre d'études et de description analytique. A cet effet, un total de 50 postes de garde, de secours et de renseignement ont été créés au niveau du Parc, outre un nombre de musées à ciel ouvert à l'instar de "Tin Hinan", "Tamanghassat", "In Salah" et "Mertoutek" et la programmation d'opérations de réalisation et d'aménagement d'autres sites, dont "Tahabort", "Tit" et "Tagmart". Il a été procédé, en outre, à la mise en place des signalétiques spécifiques au Parc et à l'installation d'équipements solaires au profit des centres qui contribuent grandement au renforcement des opérations et des activités sur le terrain à l'instar des opérations d'inventaire, l'une des priorités de l'Office national du Parc culturel de l'Ahaggar.

Chems-Eddine Chitour
La voiture électrique,
une option pour sortir de
la dépendance aux
hydrocarbures

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, a considéré mardi à Alger la voiture électrique comme l'une des options pouvant faire sortir l'Algérie de sa dépendance aux hydrocarbures. "La voiture électrique est une chance pour l'Algérie de sortir de cette dépendance aux hydrocarbures", a indiqué à l'APS M. Chitour, à l'issue d'une réunion de concertation avec le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, sur la transition énergétique dans le secteur de la Poste et des télécommunications. Il a expliqué que "l'Algérie achète chaque année deux milliards de tonnes de carburants et que d'ici 2030, la tonne de CO2 émise, selon le Groupe des experts climat de l'ONU (Giec), sera de plus en plus chère et, par la même, il y aura de moins en moins de voitures thermiques". Il est à relever que le Giec a défini que la tonne de CO2 devait connaître une importante augmentation pour atteindre en 2030 les 100 euros. M. Chitour a indiqué que "la voiture électrique est un chantier que nous sommes en train de faire admettre au gouvernement. Mais, a-t-il dit, il y a des réticences de la part de la société qui n'est pas encore prête à se lancer dans cette nouvelle technologie". "Il faut sensibiliser le citoyen à acquérir ce type de véhicule", a-t-il encore dit, faisant savoir que "le plein de la voiture électrique coûte 5 fois moins cher que celui d'une voiture à essence".

HCI : Plus de 1.000 séances de conciliation pour résoudre les litiges sociaux en 2020

Le Haut conseil islamique (HCI) a tenu, durant l'année 2020, plus de 1.000 séances de conciliation dans le cadre de ses efforts pour la résolution des litiges sociaux, y compris ceux soumis à la Justice, a révélé, mardi, Baghdad Mohamed, directeur de la documentation et de l'information au niveau du HCI. Dans le cadre des efforts du HCI pour la résolution des différents litiges sociaux, 1.011 séances de conciliation ont été tenues et des fatwas (avis religieux) ont été émises sur de nombreux litiges opposant des individus et des familles, a précisé M. Baghdad à l'APS. Le HCI a toujours œuvré, dans le cadre de ses missions, à prendre en charge les préoccupations des citoyens et à proposer des services religieux pour répondre à leurs questions et interrogations. Les membres du HCI prodiguent des conseils et organisent des séances de conciliation pour les litiges opposant des individus, conformément aux dispositions des lois relatives à la conciliation et la médiation. Ils ont également tenu des séances de conciliation de différents litiges entre les individus mais aussi entre les familles dont des litiges d'ordre foncier, social et commercial ainsi que des fatwas. Ces efforts ont permis de résoudre à l'amiable la majorité des litiges, a-t-il dit, précisant que les services religieux fournis dans le cadre des séances de conciliation et des consultations ont concerné 43 wilayas à travers le pays. Il a été fait appel, dans le traitement de ces affaires, à des huisseries de justice, des notaires agréés et des Conseils scientifiques relevant du ministère des Affaires religieuses et des wakfs, représentés par les directions de wilaya dudit ministère, ajoute M. Baghdad. L'intervenant a réaffirmé que toutes les affaires réglées par "voie de conciliation" ont entraîné pendant des années au niveau de la justice, notamment celles relatives à l'héritage qui constitue l'une des principales "sources de litige" à l'origine des divisions familiales. Et d'ajouter: "le règlement des affaires par voie de conciliation est le fruit de la conjugaison des efforts des membres du Conseil qui vouent une grande importance au principe de "concertation" pour faire aboutir les démarches visant à consacrer les valeurs de conciliation. "La jurisprudence et la promotion de l'avis religieux" relève des missions du HCI, a-t-il ajouté, précisant que ladite instance œuvre à développer toute action à même d'encourager ou de promouvoir l'effort de réflexion et de jurisprudence, outre la prise en charge des questions liées à la religion pour corriger les fausses idées reçues et diffuser la culture de tolérance.

A.E

Renseignement financier

Plus de 1.900 déclarations de soupçon enregistrées en 2020

La Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) a reçu plus de 1.900 déclarations de soupçon en 2020, transmises particulièrement des banques et des établissements financiers, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, a indiqué le ministère des Finances dans son rapport d'activités de l'année écoulée. Le bilan de cet organe relevant du ministère des Finances fait ressortir que 1.924 déclarations de soupçons avaient été enregistrées au niveau de la CTRF durant l'année 2020, selon la même source. Durant la période allant de 2018 à novembre 2020, la cellule a reçu un total de 6.354 déclarations de la part des banques et établissements financiers dans le cadre de la lutte contre le blan-

chiment d'argent. Elle a également été destinataire, entre 2018 et novembre 2020, de 398 rapports confidentiels de l'administration des douanes, des impôts, de l'Inspection générale des finances (IGF) et de la Banque d'Algérie dont 54 au titre de l'année 2020, ajoute la même source. Au titre de l'année 2020, l'exploitation des informations suscitées a permis à la CTRF de signaler tous les cas suspects aux autorités nationales concernées. De plus, la CTRF a transmis aux autorités judiciaires, 11 dossiers résultant des analyses spontanées réalisées sur les déclarations de soupçon, rapports confidentiel ou information spontanée en provenance des cellules étrangères homologues. Dans ce cadre, le document souligne que la

CTRF avait "intensifié les actions de coopération avec ses homologues étrangers pour lutter contre le blanchiment d'argent, les transferts illicites et le financement du terrorisme". Pour rappel, les missions de la CTRF consistent à traiter le renseignement financier recueilli à travers les déclarations de soupçons émanant des institutions financières ainsi que des professions non financières (notaires, avocats, huissiers de justice, commissaires priseurs, experts comptables, commissaires aux comptes, commissionnaires en douanes, intermédiaires en opérations de bourse, agents immobiliers, concessionnaires automobiles notamment), concernant des transactions ou opérations douteuses.

MALIKA.Z

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

L'APPO décide d'examiner l'étude sur l'impact de la Covid-19 lors d'une prochaine réunion

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, a présidé mardi une réunion extraordinaire du Conseil ministériel de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APPO), au cours de laquelle il a été convenu de reporter l'examen de l'étude prévue sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'industrie du pétrole et du gaz. S'exprimant à la presse à l'issue de cette réunion qui s'est tenue par visioconférence, M. Attar a indiqué que "le Conseil ministériel de l'APPO a décidé de tenir une deuxième réunion dont la date sera fixée dans une ou deux se-

maine afin d'examiner le rapport sur l'étude qui devait être réalisée sur l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'industrie du pétrole et du gaz des pays producteurs africains". Le Conseil ministériel devait examiner aujourd'hui, selon le ministre, le rapport préparé sur cette étude par un comité ad hoc désigné il y a six mois et constitué de 5 pays dont l'Algérie, l'Egypte, la Guinée Equatoriale, et le Nigéria. Les termes de référence, l'objet et le contenu de l'étude ont été définis et le rapport y afférent devait être soumis au Conseil ministériel de l'Organisation, en vue de prendre une déci-

sion, et ce, dans le cadre du suivi et de la mise en oeuvre de la résolution du dernier conseil tenu en juin 2020. "A la lumière des nouvelles données et en raison du flou qui entoure encore les conséquences de la pandémie sur les pays africains producteurs de pétrole, il a été convenu de tenir une autre réunion pour donner le temps à certains pays de faire des propositions", a expliqué le ministre de l'Energie. M. Attar a souligné également qu'il a été décidé d'élargir l'étude et de la réaliser de façon différente par rapport à ce qui était prévu initialement. "L'Algérie a proposé à ce

qu'il y ait plus de relations et de coopération avec l'Opep qui dispose d'un Secrétariat technique beaucoup plus outillé en matière d'expertise et de compétences qui avait réalisé plusieurs études sur l'économie mondiale et les pays pétroliers de l'Opep et de l'Opep+", a-t-il fait savoir. La proposition de l'Algérie a tenu en compte du fait que la majorité des pays de l'APPO sont aussi membres de l'Opep, a ajouté M. Attar. Créée en 1987, l'APPO regroupe 18 pays africains producteurs de pétrole, à savoir l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, le RD Congo, la Côte

d'Ivoire, l'Egypte, le Gabon, le Ghana, la Guinée Equatoriale, la Libye, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Soudan et Tchad. Cette organisation intergouvernementale, basée à Brazzaville, vise à promouvoir les initiatives communes en matière de politique et de stratégie de gestion dans tous les domaines de l'industrie pétrolière en vue permettre aux pays membres de tirer profit des activités d'exploitation de pétrole. L'Algérie assure la présidence de l'Organisation pour l'exercice en cours.

J.K

Finances : Plusieurs avancées dans la numérisation du secteur en 2020 (bilan)

Plusieurs avancées ont été enregistrées dans le secteur de la finance nationale en 2020 dans le cadre de l'amélioration du service public, notamment via la numérisation des procédures au niveau de ses institutions, a indiqué le ministère des Finances dans son rapport d'activités pour l'année écoulée. Selon le document, des avancées ont été enregistrées dans la numérisation et la simplification des procédures au niveau de plusieurs institutions sous tutelle du ministère des Finances durant l'année 2020 dans le cadre de l'amélioration du service public. Ces évolutions ont touché le département ministériel ainsi que les secteurs des impôts, du Trésor public, du cadastre et des douanes. Dans le cadre de la simplification des procédures et la lutte contre la bureaucratie, le ministère des Finances a procédé à la création d'un nouveau

portail web pour le ministère, offrant de nouveaux services aux citoyens, notamment celui du dépôt des requêtes en ligne. Les réponses parviennent au citoyen dans un délai de 3 jours, note le rapport. Par ailleurs, l'administration fiscale a mis en ligne une batterie d'environ 43 imprimés téléchargeables dont neuf remplissables en vue de permettre au contribuable de faire les déclarations relatives à l'IBS, IRG, IFU, TAP, TVA et la taxe foncière. S'agissant de l'administration du cadastre, il a été procédé à la création de deux espaces sur le portail web, le premier destiné au grand public offrant la possibilité de faire une demande d'extrait de plan ou une demande de documents archives, le deuxième dédié aux professionnels. 13 documents téléchargeables ont été également mis en ligne. L'Agence nationale du cadastre (ANC) a procédé à la

mise en place en 2020 du paiement électronique des redevances de délivrance de la documentation cadastrale, en mode à proximité en utilisant les TPE au niveau des sites de délivrance, et en mode à distance via la plateforme cadastrale de délivrance enligne WathikaCad.

Domaines publics : 12 millions de documents numérisés

Au niveau de l'administration fiscale, "la mise en place du système d'information "Jibayatic" assurera une gestion dématérialisée des différents impôts et taxes en instituant, progressivement, la télédéclaration et le télépaiement de ces droits. Il est actuellement en cours de déploiement", fait savoir le rapport.

A.Z

BANQUES PUBLIQUES

75 agences ont proposé des produits de la finance islamique en 2020 (bilan)

Les banques publiques ont pu proposer des produits de la Finance islamique en 2020 au niveau de 75 agences à travers le territoire national, a indiqué le ministère des Finances dans son rapport d'activité pour l'année écoulée. Selon le rapport, "les banques publiques ont procédé, au cours du deuxième semestre de l'année 2020, au lancement de nouveaux produits Charia compatibles, au niveau de 75 de leurs agences sur le territoire national", notamment depuis la réception de leurs autorisations émises par la Banque d'Algérie. "Il convient aussi de signaler le lancement de 12 agences digitales (au niveau des banques publiques) permettant de nouvelles fonctionnalités notamment la consultation du solde à distance, la demande des chèques et des cartes bancaires en ligne ainsi que les relevés des transactions. Les banques publiques se préparent également au lancement du e-banking et du m-banking", est-il indiqué dans le bilan. S'agissant des assurances, un projet de



décret sur le produit Takaful a été élaboré en 2020 et transmis au Secrétariat général du gouvernement dans le cadre du développement de l'assurance alternative. Le rapport évoque également la mise en exploitation du paiement électronique "e-paiement" de certains produits d'assurance (de dommages et de personnes), qui s'est développé davantage en 2020. Le mobile paiement est en cours de préparation, ajoute la même source. "Il faut souligner également la généralisation

des TPE dans les agences des compagnies publiques d'assurance", fait observer le document. Par ailleurs, le ministère fait savoir que dans le cadre de l'amélioration des capacités d'analyse, de prévision et de prospective, il a été réalisé des études portant sur l'"Algérie vision 2035", le capital humain, la transition démographique, l'estimation du potentiel de la croissance économique en Algérie à long terme ainsi que l'estimation des principaux indicateurs liés au commerce extérieur et sur l'évaluation de l'impact du coronavirus sur l'Algérie. Toujours s'agissant du bilan de l'année 2020 du secteur des Finances, le ministère a engagé en mars dernier, dans le cadre des relations économiques et financières internationales, le processus de l'adhésion de l'Algérie à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Cette adhésion a été approuvée par le Conseil des gouverneurs de la BERD en juillet 2020, indique le rapport.

J.KARIME

CONTRÔLE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

L'IGF a engagé 145 missions d'inspection en 2020

L'Inspection générale des finances (IGF) a engagé plus de 145 missions d'inspection et a notifié plus de 280 rapports de base et de synthèse en 2020 dans le cadre du contrôle de la dépense publique, a indiqué le ministère des Finances dans son rapport d'activités pour l'année écoulée. L'IGF a pris en charge également des missions thématiques et d'évaluation de politiques publiques et a préparé son programme triennal d'intervention (2021-2023) avec l'inscription de missions thématiques répondant à des problématiques d'intérêt national, souligne la même source. Elle a procédé par ailleurs à la normalisation des procédures et méthodes de travail à travers notamment la mise à jour du manuel des procédures opérationnelles, et à la validation de la charte d'éthique et de déontologie et la mise en place du comité d'éthique. En matière de modernisation, l'IGF a procédé durant l'année 2020 à la mise en place de son site intranet, à dématérialisation des procédures de suivi des missions à travers le lancement de la version actualisée du logiciel de suivi de missions, et à la mise en oeuvre du logiciel de gestion de base de données des entités. Dans le domaine de la coopération, il y a eu le lancement en 2020 de trois actions dans le cadre du Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord d'association avec l'Union Européenne (P3A) portant sur la formation de formateurs, et l'appui à l'IGF pour la mise en place de l'intranet et du système intégré d'information.

M.L

Lancement, jeudi prochain, d'un portail électronique pour la création d'entreprises à distance

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a annoncé, mardi à Alger, le lancement, jeudi prochain, d'un portail électronique pour la création d'entreprises à distance, permettant à toute personne de s'inscrire au registre de commerce via le net. S'exprimant lors des journées nationales ouvertes sur le registre de commerce, M. Rezig a précisé que "le lancement du portail électronique pour la création d'entreprises à distance s'inscrit dans le cadre des démarches prises par le Centre national du registre de commerce (CNRC) pour la numérisation de ses services et ce pour améliorer le climat des affaires et encourager les opérateurs économiques par la simplification des procédures d'immatriculation au registre de commerce". Le ministre a rappelé la décision de réduction des tarifs relatifs à l'inscription au registre de commerce lors du e-paiement et du dépôt des comptes sociaux à distance. Soulignant que près de 1000 entreprises ont procédé en 2020 au dépôt de leurs comptes sociaux à distance, M. Rezig a indiqué que cette opération, facultative l'année dernière, sera "obligatoire" en 2021. Le ministre du Commerce a ajouté que cette mesure vise à faire gagner du temps aux gérants des sociétés et à éviter les déplacements et la surcharge au niveau des agences locales.

Z.E

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

La transition énergétique, une priorité du secteur

Le ministre des Télécommunications, Brahim Boumzar, a indiqué mardi à Alger que son secteur a opté pour une stratégie utilisant les énergies renouvelables afin de remplacer ou compléter progressivement les sources électriques traditionnelles jugées "énergivores". "La transition énergétique est désormais une priorité pour le secteur de la Poste et des télécommunications", a précisé le ministre qui présidait, avec le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Chems-Eddine Chitour, une réunion de concertation sur le sujet. Il a expliqué, à l'APS que les sources d'énergie électriques traditionnelles sont indispensables dans le développement de la Poste et des technologies de l'information et de la communication, mais, a-t-il ajouté, sont "énergivores". Les TIC représentent entre 8% et 12% de la consommation électrique

mondiale et les Data Center représentent, à eux seuls, environ 3% de de cette consommation et pourraient atteindre les 10% d'ici à 2030, a-t-il relevé. « Nous avons anticipé ces défis afin d'utiliser des énergies hybrides et privilégier l'utilisation de toutes les technologies disponibles relatives aux énergies renouvelables », a fait savoir M. Boumzar. Il a cité, à ce propos, la croissance du marché de la téléphonie mobile et l'augmentation de la demande sur les services de télécommunications qui provoquent la nécessité d'installer plus d'antennes relais souvent situées dans des endroits isolés, estimant que les énergies renouvelables sont les solutions idéales pour assurer l'alimentation des sites de télécommunications dans ces zones. Lors de cette réunion, des cadres des télécommunications ont mis en avant les principales contraintes soulevées par les opérateurs ac-

tivant dans le secteur pour la mise en place des solutions d'énergie renouvelables. Il s'agit de contraintes liées "au coût d'investissement qui demeure élevé et au vol des panneaux solaires au niveau des sites non gardés". Il a été aussi souligné la nécessité de mettre en place une stratégie de rationalisation de la consommation d'énergie par l'accompagnement du secteur de la Transition énergétique et des énergies renouvelables dans l'élaboration d'un modèle économique et la formation des ingénieurs du secteur des télécommunications en matière de normes, méthodes et mesures de l'efficacité énergétique. Au volet postal, il a été mis en avant la nécessité d'intégrer l'énergie verte dans les établissements postaux, grands consommateurs d'énergie, et de procéder, dorénavant, à construire des bureaux de poste qui consomment moins d'énergie. Le ministre de la Poste et des Té-

lécommunications a annoncé, lors de cette réunion, le lancement prochain d'un concours national pour concevoir un timbre postal commémorant la transition énergétique. "Dans le cadre du programme épistolaire, pour cette année, nous avons prévu le lancement d'un timbre postal qui symbolise et immortalise cette transition énergétique", a indiqué M. Boumzar. De son côté, M. Chitour a affirmé que son ministère ambitionne de sortir progressivement de la dépendance des hydrocarbures en optant pour le développement durable, estimant que si chaque secteur faisait des économies en consommant moins d'énergie, l'Algérie pourrait économiser jusqu'à 10% d'énergie en 2021, représentant près de 45 millions de barils de pétrole (environ 6 millions de tonnes de pétrole), ce qui équivaut à 2 milliards de dollars.

Jijel

Augmentation de 7 % du volume d'échange de marchandises au port de Djendjen

Le port de Djendjen a connu durant l'année 2020 une augmentation de 7 % du volume d'échange de marchandises en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle due à l'épidémie du Covid-19, a indiqué mardi, le président directeur générale du port, Abdellem Bouab. "En dépit de l'impact de l'épidémie du Covid-19 sur ses activités, le port de Djendjen a enregistré en 2020, une augmentation de 7 % du volume d'échange de marchandises atteignant 4,75 millions de tonnes contre 4,4 millions de tonnes en 2019", a-t-il précisé à l'APS. M. Bouab a déclaré que "c'est la première fois depuis l'entrée en

activité du port que le volume des exportations égalise celui des importations", relevant que ce "bon qualitatif", a été réalisé grâce aux grandes opérations d'exportations effectuées par plusieurs entreprises algériennes, notamment les cimenteries, à leur tête le groupe public GICA avec l'exportation de 2,3 millions de tonnes de clinker et ciment. Le port a connu aussi des opérations d'exportations de diverses marchandises dont le sel, le liège et l'huile d'olive, selon la même source qui a révélé que l'huile d'olive a été exporté par un particulier. Le responsable de la même entreprise portuaire a souligné

une baisse des importations de céréales via le port par l'Office nationale des céréales en raison de l'augmentation de la production nationale durant la saison agricole 2019/2020. Pour l'année 2021, les responsables du port prévoient un volume d'échange de marchandises de plus de 5 millions tonnes avec notamment des prévisions d'exportations de matériaux de construction dont le fer, suite à la conclusion de l'usine sidérurgique de la zone industrielle de Bellara d'El Milia d'accords pour l'exportation de 300.000 tonnes de fer vers plusieurs pays.

KARIME.R

Hausse des prix du fourrage

Des mesures supplémentaires pour accompagner les éleveurs

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a annoncé, dans un communiqué, des mesures supplémentaires pour accompagner les éleveurs à la lumière de la hausse des prix du fourrage, notamment à travers la garantie de fourrage alternatif à des prix "étudiés". Cette annonce a été faite lors d'une réunion entre le ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hamdane et les représentants des éleveurs, lundi au siège du ministère, consacrée à l'examen des problèmes rencontrés suite à la hausse des prix du fourrage et à l'évaluation de la mise en application des mesures prises pour leur permettre de faire face à cette conjoncture exceptionnelle. ont pris part à cette réunion, le président de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), des représentants de l'Association nationale des éleveurs et des responsables de l'Office national des aliments du bétail (ONAB), de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC), en sus de cadres du secteur, selon le communiqué publié sur la page Facebook du ministère. Le ministre a rappelé, à cette occasion, la conjoncture exceptionnelle que vit le monde entier du fait de l'impact de la crise sanitaire sur l'économie mondiale et nationale, notamment la hausse sans précédent du prix des matières premières destinées à la production de fourrage en plus de la faible pluviométrie qui a influé sur l'activité d'élevage. En dépit de ces conditions difficiles et exceptionnelles, les pouvoirs publics s'attellent à accompagner les éleveurs pour préserver la richesse

animalière, à travers la garantie de solutions alternatives, en cas de besoin. M. Hamdane a assuré, à ce propos, que "la préoccupation majeure, pour l'heure, est l'organisation de la distribution et de l'acheminement du fourrage aux éleveurs en mobilisant tous les moyens possibles". Le ministère de l'Agriculture avait pris, depuis le mois de novembre dernier, plusieurs mesures, dont la mise en place d'un système de distribution du son de blé pour tout les bétails sans exception, au prix de 1500 DA le quintal. "Face à la persistance des effets de cette crise et face aux obstacles rencontrés par les éleveurs pour obtenir le fourrage, notamment subventionné, le ministère a pris des mesures supplémentaires pour garantir du fourrage alternatif à des prix étudiés et procédé à l'installation de Commissions, au niveau local et central, pour le suivi de l'application de ces mesures sur le terrain", souligne la même source. Par ailleurs, des unités au niveau de l'ONAB et des coopératives de céréales ont été affectés à l'approvisionnement en son de blé et fourrage subventionné aux éleveurs afin d'éviter le déplacement des éleveurs non affiliés aux minoteries pour acquérir cet aliment. Le ministre de l'Agriculture a appelé à la mobilisation de tous les acteurs pour faire face à cette circonstance exceptionnelle "en toute sagesse et responsabilité" en tirant les enseignements de cette expérience pour lancer les grands investissements prévus dans la feuille de route 2020-2024 relatifs aux grandes cultures, ajoute la même source.

MINES

L'exploitation artisanale de l'or s'inscrit dans la concrétisation du «développement durable»

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, mardi dans la wilaya d'Ilizi, que l'exploitation minière artisanale de l'or s'inscrirait dans le sillage des efforts de l'Etat visant la concrétisation du développement durable et l'exploitation optimale des ressources naturelles. « Nous assistons aujourd'hui à la concrétisation d'un engagement du Gouvernement du lancement effectif de l'exploitation artisanale de l'or au Sud du pays, de sorte à assurer le développement durable, en application des instructions du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser le potentiel minier du pays et son exploitation effective au service de l'économie nationale », a affirmé le ministre, en marge d'une cérémonie de remise de 128 autorisations d'exploitation artisanale de l'or à des micro-entreprises. Les autorisations sont localisées sur le territoire des communes d'Ilizi, Djanet et Bordj El-Haouès. M. Mohamed Arkab, qui est accompagné des ministres délégués chargés des micro-entreprises et de l'environnement saharien, Nassim Diafat et Hamza Al Sid Cheikh respectivement, a indiqué, en outre, que l'impulsion de l'activité d'exploitation artisanale de l'or, dans un cadre réglementé et organisé et avec des mécanismes incitatifs en faveur des micro-entreprises, est à même de générer des emplois et d'absorber une bonne partie du chômage, en plus de mettre un terme à l'exploitation illicite et anarchique de ce créneau, constituant une dangereuse menace sur les ressources minières

Pour limiter les fraudes

« Les registres de Commerce » se numérisent

Raccourcir les délais de traitement des dossiers, numériser les services et inciter les citoyens à demander des registres du commerce pour sortir de l'Informel. C'est désormais la triplique que défend le ministère du Commerce pour développer le secteur. Dans le but de moderniser le secteur, le ministre du Commerce a lancé, hier, un nouveau portail d'inscription en ligne. Selon Kamel Rezig, « le lancement du portail électronique pour la création d'entreprises à distance s'inscrit dans le cadre des démarches prises par le Centre national du registre de commerce (CNRC) pour la numérisation de ses services et ce pour améliorer le climat des affaires et encourager les opérateurs économiques par la simplification des procédures d'immatriculation au registre de commerce ». L'un des objectifs assignés à cette modernisation vise essentiellement à éliminer les fraudeurs. Cela doit se faire à travers l'établissement du registre de commerce électronique. Lors d'une récente intervention, le ministre avait indiqué le registre de commerce contribuera à « l'élimination des registres de commerce fictifs ou faux », soulignant que « la numérisation est la meilleure voie vers le développement des activités commerciales et la transparence des transactions commerciales ». Il faut rappeler que le ministère du Commerce avait annoncé, il y a quelques jours, avoir prorogé jusqu'au 21 février les délais de radiation des registres classiques. « Le délai est prorogé jusqu'au 21 Février 2021 », pour l'ensemble des commerçants concernés par la modification de leurs extraits de registre du commerce au titre de l'intégration du code électronique « RCE », avait annoncé le Centre national des registres de Commerce. Jeudi dernier, le directeur du registre de commerce, Amar Djaaboub, a révélé qu'à la fin du mois de janvier dernier, l'Algérie comptait plus de deux millions d'opérateurs économiques au niveau national, alors que le pourcentage de registres du commerce électronique a atteint 66%. En attendant de généraliser ces opérations, les inscriptions au Centre national des registres de Commerce se multiplient. Ainsi, selon un décompte de l'APS, Selon un document distribué à la presse en marge des journées nationales sur le registre de commerce, le nombre des sociétés immatriculées au registre de commerce jusqu'au 5 janvier 2021 s'élève à 245.251 sociétés. Les activités de ces sociétés sont réparties comme suit: production de marchandise (75.037 sociétés), production artisanale (1.666), distribution en gros (24.053), importation (43.017), distribution en détail (19.152), services (79.367) et exportation (2.959), précise la même source. Concernant le troc, les statistiques du CNRC font état de 259 personnes activant dans ce domaine jusqu'au 5 janvier dernier, dont 228 personnes physiques et 31 personnes morales. La wilaya d'Adrar enregistre le plus grand nombre de commerçants activant dans le domaine du commerce de troc, avec 144 personnes physiques et 9 personnes morales, ajoute la même source.

Saïd Sadia

Constantine

160 autistes pris en charge par l'Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales (responsable)

Au total, 160 personnes autistes sont actuellement prises en charge par l'Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales de la wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi de sa présidente Badiâa Boufama. L'Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales assure la prise en charge de 100 enfants autistes âgés entre 5 et 14 ans et 60 autres personnes adultes de 16 à 36 ans originaires de la wilaya de Constantine, a précisé à l'APS Mme Boufama en marge d'une visite au centre psychopédagogique géré par cette association, effectuée par les membres du bureau local de l'organisation nationale pour la promotion

de la société civile. Ce nombre de personnes bénéficie en priorité de séances éduco-psychologiques ayant trait sur la communication verbale et non verbale, le contact visuel et l'autonomie corporelle, a-t-elle déclaré lors de cette rencontre conviviale, première activité de cette organisation, créée le 7 janvier 2021. Des ateliers d'initiation à l'informatique et aux métiers artisanaux de couture et pâtisserie et des sessions de formation en faveur des parents autour des méthodes de prise en charge de leurs enfants, sont également au programme annuel établi par cette association, selon la responsable de ce centre, faisant savoir qu'une équipe

pluridisciplinaire regroupant orthophonistes, psychologues et éducateurs a été mobilisée pour garantir l'encadrement de cette catégorie d'handicapés. "Notre objectif primordial est d'assurer et de développer les facultés mentales de cette frange de personnes à besoins spécifiques et d'accompagner leurs familles", a affirmé Mme Boufama qui a insisté sur la nécessité de prise en charge précoce des enfants en situation d'handicap. Elle a dans ce sens détaillé que "la prise en charge précoce permettra à l'enfant autiste d'acquérir les compétences nécessaires et d'augmenter les chances de son intégration au sein d'un établissement scolaire normal", assurant

que la prise en charge de près de 600 personnes autistes depuis l'année 2004, date de sa création. Le bureau de wilaya de l'organisation nationale pour la promotion de la société civile se fixe pour objectif d'accompagner les couches vulnérables de la société, a précisé à ce propos la présidente de l'organisation, Chahinez Djahnine relevant que d'autres actions à caractère sociales et humanitaires seront initiées par cette organisation. Il est à noter que le bureau local de l'organisation nationale pour la promotion de la société civile a offert une centaine de cadeaux symboliques aux enfants adhérents à l'association Wafa.

M.L

Ouargla

Programmation de 26 opérations chirurgicales ophtalmologiques dans la zone d'ombre de Goug

Au moins 26 interventions chirurgicales en ophtalmologie sont programmées, gratuitement, à des cas de malades issus de la zone d'ombre de Goug, dans la wilaya déléguée de Touggourt (160 km d'Ouargla), a-t-on appris lundi de l'association organisatrice. Un staff médical spécialisé en ophtalmologie, relevant du secteur privé, pilotera cette action sanitaire de solidarité, et effectuera les interventions chirurgicales concernant notamment la cataracte, le décollement de la rétine de l'œil, et autres cas nécessitant une intervention

médicale, a fait savoir à l'APS le président de l'association de développement pour la promotion sociale, Brahim Kherroubi. Une liste de patients devant subir une intervention chirurgicale a été arrêtée lors de la caravane médicale organisée, durant les vacances scolaires d'hiver, dans la localité de Goug, commune de Blidet-Amor, et à laquelle avaient pris part 25 praticiens, entre spécialistes et généralistes, a-t-il précisé. La caravane médicale avait été mise sur pied dans un objectif de rapprochement des prestations de santé du citoyen dans les zones d'ombre de la

wilaya déléguée de Touggourt et la contribution à la prise en charge sanitaire des catégories nécessiteuses en leur épargnant les contraintes de déplacement vers les structures de santé d'autres régions, a souligné M.Kherroubi. La caravane médicale avait permis d'effectuer plus de 800 consultations médicales, en grande partie en orthopédie, et de distribuer gratuitement des lunettes médicales et des médicaments à des malades nécessiteux de la région, a révélé le président de l'association organisatrice.

A.R

Tissemsilt

Lancement de la campagne de vaccination contre Covid-19

La campagne de vaccination contre Covid-19 a été lancée lundi à Tissemsilt, à partir de la polyclinique de la cité 500 logements, du chef-lieu de wilaya, en présence du wali, Abbès Badaoui, a-t-on constaté. La première dose de ce vaccin a été administrée au médecin généraliste de cette polyclinique, Dr Refsi Said et l'opération porte au premier jour sur la vaccination de 20 personnes parmi les staffs médicaux et paramédicaux de plusieurs établissements sanitaires de la wilaya, a-t-on indiqué. Le directeur de la santé et de la population par interim, Dr Hachemi Mohamed Mahi a souligné, à l'APS, que la wilaya de Tis-

semsilt a accueilli 410 doses du vaccin "Astra Zeneca", distribuées aux points de vaccination au niveau des polycliniques, des salles de soins et des cliniques mobiles destinées aux zones d'ombre. Le DSP a fait savoir que la première étape de la campagne de vaccination touchera le personnel du secteur de la santé qui seront suivis par des malades chroniques et des personnes âgées de plus de 65 ans. Dr Mahi a souligné que l'opération de vaccination contre Covid-19 se poursuivra durant toute l'année en cours, notant que la wilaya obtiendra d'autres lots de doses de vaccins. Le même responsable a affirmé que le secteur de la santé de la wi-

laya a mis toutes les dispositions nécessaires pour la réussite de la campagne de vaccination contre coronavirus, soit la mobilisation de 58 points de vaccination au niveau des établissements publics de santé de proximité, des polycliniques, des salles de soins et cinq points de vaccination mobiles destinés aux zones d'ombre. Cette opération a vu la mobilisation 80 médecins généralistes et spécialistes et 120 agents paramédicaux exerçant aux établissements sanitaires de la wilaya, ainsi que des moyens importants de stockage et de froid au niveau de ces structures.

E.R

El Tarf : Démantèlement en 2020 de 5 réseaux spécialisés dans le vol de véhicules (GN)

Les services de la gendarmerie d'El Tarf ont démantelé, durant l'exercice 2020, cinq (05) réseaux spécialisés dans le vol de véhicules et traité 29 affaires de vol de cheptel, a-t-on appris, mardi, du chargé de la communication de ce corps de sécurité. S'inscrivant dans le cadre de la lutte contre le trafic et le vol de véhicule, les services de la gendarmerie ont réussi à démanteler 05 réseaux regroupant 23 auteurs présumés du vol de 18 véhicules, a ajouté le commandant Djamel Nasri. Il a précisé, dans ce contexte, que 14 des 23 inculpés ont été placés sous mandat de dépôt relevant que 11 véhicules ont été restitués à leurs propriétaires. S'agissant du vol de cheptel, les services de la gendarmerie ont traité, durant l'exercice précédent, 29 affaires impliquant 36 individus dont 19 ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on ajouté. Lors



de leurs interventions, les gendarmes ont pu récupérer 52 bêtes, volées pour la plupart d'entre elles au niveau de pâturages montagneux éloignées, a précisé la même source, rappelant que pas moins de cinq affaires de vol de bovins ont pu être résolues suite à des appels téléphoniques via la ligne verte 1055. Selon le commandant Nasri, une hausse du nombre des appels téléphoniques dénonçant diffé-

rents dépassements et délits ont été enregistrés durant l'année 2020, notamment ceux concernant le non-respect du dispositif sanitaire lié au coronavirus. Ces appels traduisent "le degré de conscience chez les citoyens à contribuer à la lutte et la prévention contre ce virus qui impose l'implication de tout un chacun pour pouvoir l'endiguer", a-t-il soutenu.

El Tarf

Arrestation d'un individu objet d'un mandat d'arrêt

Les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont arrêté un individu faisant l'objet d'un mandat d'arrêt pour son implication dans des affaires de trafic de drogue, a-t-on appris, lundi, auprès du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'une plainte émanant d'une victime dont le véhicule a été pris à son insu par une connaissance alors qu'il se trouvait dans un garage pour réparation, les services de la police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation du présumé coupable, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Le mis en cause, âgé d'une vingtaine d'années, a été appréhendé dans la commune de Chebaita Mokhtar où le véhicule a été retrouvé abandonné dans une rue, a précisé la même source. Selon le commissaire Labidi, cet individu s'est avéré être un trafiquant, objet d'une condamnation de deux ans d'emprisonnement ferme pour une affaire de trafic de stupéfiants. Présenté devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan, le mis en cause, originaire de cette région frontalière, a été placé sous mandat de dépôt.

A.E

Accidents de la route

6 morts et 143 blessés ces dernières 24 heures

Six (06) personnes ont trouvé la mort et 143 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas au cours des dernières 24 heures, indique lundi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, 4 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Ghardaïa et Naâma ont été secourues par les éléments de la Protection civile qui leur ont prodigué les soins de première urgence avant leur évacuation vers des hôpitaux. Les unités de la Protection civile sont, également, intervenues pour éteindre 4 incendies urbains et divers dans les wilayas de Sétif, Mostaganem et Ghardaïa. Au niveau de cette dernière wilaya, 5 personnes incommodes par la fumée se dégageant de 2 incendies ont été traitées sur place puis transférées vers des structures sanitaires. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué durant les dernières 24 heures 40 opérations de sensibilisation à travers 10 wilayas (31 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, en sus de 42 opérations de désinfection générale à travers 10 wilayas

M.L.M

Utilisation sécurisée du réseau internet La DGSN veille au grain

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a affirmé la poursuite de ses efforts visant à renforcer la conscience des enfants et des jeunes des moyens «d'une utilisation et exploitation sécurisée du réseau internet», a indiqué, samedi, un communiqué de cette instance. «La DGSN célèbre la journée mondiale de l'Internet, célébrée le 5 février, par la poursuite de ses efforts incessants via son site électronique et ses pages officielles twitter et facebook pour renforcer la conscience chez les enfants et les jeunes des moyens d'une utilisation et exploitation sécurisée du réseau internet», lit-on dans le communiqué. La DGSN a saisi l'occasion pour rappeler que «laisser l'enfant sans contrôle lors de l'utilisation d'internet l'expose au risque d'exploita-

tion par certains criminels de cet espace virtuel ou de chantage électronique, d'autant qu'il peut être pris au piège de certains jeux électroniques dangereux pouvant influencer négativement sur son développement psychologique et mental, d'où l'impératif pour les parents et tous les acteurs dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance, de même que les sociétés de services ou fournisseurs d'accès à internet de contribuer à garantir un environnement propice à une utilisation sécurisée». La sensibilisation «reste de mise», notamment avec «la forte utilisation d'internet à travers le monde sur fond de la crise sanitaire induite par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, constituant ainsi un terreau fertile pour l'éducation des enfants et l'élargissement de leurs

champ de connaissances, en leur offrant de meilleures chances d'apprentissage», précise le document. L'expérience en question laisse entrevoir «la possibilité de renforcer l'enseignement conventionnel, en ce sens que l'internet contribuera dans une large mesure au développement de la personnalité de l'enfant, en sus de constituer une source de loisirs et de distraction et un espace idéal pour révéler ses talents, et partant lui permettre de se projeter dans l'avenir et de réaliser ses aspirations d'où l'importance de l'accompagner via une connexion sécurisée». Enfin, la DGSN a insisté sur l'importance de la sensibilisation et de l'accompagnement permanent de l'enfant, «indispensables pour une utilisation sécurisée de l'internet et la protection de l'enfant contre ses dangers».

ACCIDENTS DE LA ROUTE

28 morts et 1324 blessés en une semaine (Protection civile)

Vingt huit (28) personnes ont trouvé la mort et 1324 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs régions du pays au cours de la période allant du 31 janvier au 6 février, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain Témouchent avec trois (3) morts 18 blessées suite à 14 accidents. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour éteindre 894 incendies urbains, industriels et autres. Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 325 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 310 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publique et privés, quartiers et ruelles. Pour ces deux opérations, 1391 agents de la Protection civile, 253 ambulances et 143 engins d'incendies ont été mobilisés.

Z.E

M'SILA

1,2 milliard DA pour financer 188 projets (wilaya)

Une enveloppe financière de 1,2 milliard de dinars a été allouée au titre de l'exercice 2021 pour le financement de 188 projets dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Puisés des plans communaux de développement, ces projets toucheront en particulier les secteurs de l'éducation, des ressources en eau, travaux publics, énergie (gaz et électricité), la jeunesse et sport et le secteur de la santé, ont détaillé ces services ajoutant qu'un nombre important des projets est en phase d'attribution. Ces projets visent à améliorer le cadre de vie des habitants notamment des zones d'ombre, selon la même source qui a ajouté que la wilaya de M'sila accompagnera les entreprises récemment créées en les impliquant dans le processus de réalisation des projets. A rappeler que la wilaya de M'sila a réceptionné en 2020, un ensemble de 321 projets.

A.E

SAÏDA

Un mort et deux blessés dans un accident de la circulation

Une personne est morte et deux autres ont été blessées à différents degrés de gravité dans un accident de la circulation survenu lundi soir dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris mardi de source hospitalière. L'établissement hospitalier de la commune de Hassasna a accueilli hier soir trois blessés d'un dérapage et de renversement d'un véhicule dans la zone de Oum Hadda (commune de Hassasna) dont l'un a succombé à ses blessures dans le même hôpital. La direction de la protection civile a souligné que cet accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN 92) reliant les wilayas de Saïda et Tiarret à Oum Hadda (Hassasna) suite au renversement d'un véhicule utilitaire faisant trois blessés dont un grièvement. L'intervention des agents de la protection civile a permis de fournir les premiers soins aux blessés et les transférer vers l'hôpital. Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

R.T

Saisie de plus de 8 kg de cannabis

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté deux repris de justice et saisi plus de 8 kg de cannabis dans une affaire de trafic de drogue, a indiqué samedi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). La brigade de la Police judiciaire de la Sûreté de la circonscription administrative de Draria a enclenché une enquête après avoir repéré un véhicule avec à son bord deux suspects (faisant l'ob-

jet d'un signalement), a précisé la même source, ajoutant que le véhicule a été intercepté au niveau de la route reliant Douera à Kheracia. Après une inspection minutieuse du véhicule, les éléments de la brigade y ont découvert un sac pour femmes soigneusement dissimulé contenant 8,1 kg de drogue suite à quoi les suspects ont été arrêtés et conduits au poste pour un complément d'enquête.

L.M



SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Plus de 12.000 appels téléphoniques en une semaine

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont reçu plus de 12.000 appels téléphoniques via le numéro vert 15/48 et de secours 17, liés essentiellement au signalement de crimes ou à des demandes de renseignement et d'orientation, a indiqué, samedi, un communiqué des mêmes services. «La salle des opérations de la Sûreté de la wilaya d'Alger a reçu du 22 au 29 janvier dernier 12.124 appels téléphoniques via le numéro vert 1548 et de secours 17, liés essentiellement au signalement de crimes ou à des demandes de renseignement et d'orientation», précise la

même source. «La salle des opérations de la Sûreté de la wilaya d'Alger, et par souci d'assurer une exploitation optimale des signalements faits par les citoyens, notamment ceux liés aux affaires de crime, veille à les transmettre de manière efficace et en temps réel aux forces de police mobilisées sur le terrain, lesquelles interviennent avec professionnalisme», ajoute le communiqué, soulignant que «les interventions menées sur le terrain ont permis l'arrestation de 7 suspects signalés par les sûretés de circonscriptions de Bir Mourad Rais, Sidi M'hamed, Hussein Dey, Birtouta,

Baraki et Draria». Ces arrestations ont permis la récupération d'une moto, d'un téléphone mobile, d'un lap top et de 29.000 DA, tout en saisissant deux armes blanches, une quantité de cannabis et 10 comprimés psychotropes, indiquent les mêmes services. Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger met à la disposition des citoyens le numéro vert 1548, celui de secours 17 et la ligne 104, ou encore l'application «Allo Chorta» et la page Facebook de la Sûreté d'Alger, pour signaler toute atteinte à l'intégrité des personnes et des biens.

M.L.

ORAN

Signature d'une convention entre l'université Mohamed-Boudiaf et l'Erenav

C'est en présence du ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques (MPRH) et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique que s'est tenue à Oran, en partenariat entre les deux secteurs, un atelier national sous le thème «L'évaluation et la consolidation de la mise en place du cluster technologique pour la construction et la réparation navale et du consortium pour l'industrie aquacole». L'atelier s'est tenu au niveau de la salle de conférences de l'Université des sciences et des technologies Mohamed-Boudiaf, où le ministre de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a in-



diqué que ce cluster a été initié afin de répondre «à la demande nationale et constituer une base industrielle nationale, intégrée pour ces filières, érigée autour de la maîtrise technolo-

gique et de la promotion des savoir-faire et de l'apprentissage, de sorte à assurer une production à moindre coût et de qualité». Pour le ministre, afin de mener à bien ce travail, il est utile de faire la différence entre la croissance et le développement. «La croissance est un concept quantitatif et le développement est un concept qualitatif. Nous allons également essayer d'utiliser des critères qui permettent d'évaluer cette évolution qualitative.» Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Benziane Abdelbaki, a tenu, avant d'entamer son discours, à présenter ses condo-

léances aux proches de l'étudiante Nacéra Bekkouché décédée suite à un incident survenu au niveau de la cité universitaire. Abordant l'évènement du jour, il dira que cette action scientifique, organisée conjointement avec le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, entre au cœur de la mise en œuvre du programme du gouvernement (2020/2024) particulièrement pour la sécurité alimentaire dans notre pays. Mais aussi «pour les domaines de la promotion de l'industrie navale, de la pêche et du développement de l'aquaculture intensive et durable».

A.Z

Bechar

15 millions DA consacrés en 2021 à l'amélioration des espaces oasiens

Un investissement sectoriel de 15 millions de DA sera consacré en 2021 au financement des travaux d'amélioration des espaces oasiens à travers la wilaya de Bechar, a-t-on appris mardi du directeur local des services agricoles (DSA). Des travaux de prise en charge et réhabilitation de sources d'eau, puits et réalisation de forages à travers six (6) oasis et palmeraies seront ainsi financés, dans un but de préservation des ressources naturelles", a indiqué M.Larbi Berdi. A travers ce projet, le secteur entend contribuer à la valorisation des ces espaces oasiens, notamment les activités agricoles en leur sein, à savoir la phoeniculture et autres filières agricoles spécifiques à ces zones agricoles sahariennes, a-t-il ajouté en marge d'une visite de travail à la palmeraie plus que millénaires de la localité de Sfissifa (41 km au nord ouest de Bechar). Ce financement permettra



la réalisation de travaux de revivification de sources d'eau, le curage des puits anciens ou nouveaux, ainsi que la réalisation de nou-

veaux forages pour le renforcement de l'irrigation agricole à travers ces sites naturels, en plus de l'ouverture de pistes et accès à

travers ces zones agricoles sahariennes, dans un souci d'amélioration des revenus des agriculteurs activant dans ces zones, a expliqué M.Berdi. Auparavant, il a été procédé par la DSA à travers 62 palmeraies de la wilaya à la réhabilitation de 67.885 mètres linéaires de réseaux d'irrigation traditionnelle (seguias), de 85 bassins d'irrigation de 50 m3 chacun, le curage de 36 puits traditionnels et la réhabilitation de 2.620 foggaras, un système d'irrigation ancestral très répandu dans le sud-ouest du pays. Ceci en plus de la protection de certaines oasis (brise-vents) et la réhabilitation de 14.783 mètres linéaires de parcours agricoles et la réalisation d'un réseau électrique de 10 km au profit de huit (8) oasis et de 41 km de pistes agricoles au niveau de neuf communes de la wilaya de Bechar et de la wilaya déléguée de Béni-Abbes, a-t-on fait savoir à la DSA.

Aïn Defla

Lancement de la campagne de vaccination contre la Covid-19

La campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus (Covid-19) a été lancée lundi à Aïn Defla à partir de la polyclinique du moudjhid feu Madani Kortbi située à l'entrée ouest de la ville, a-t-on constaté. En prévision du lancement de cette campagne de vaccination, la direction locale de la santé et de la population (DSP) a mobilisé tous les moyens matériels et organisationnels à travers notamment la formation des staffs chargés de mener à bien l'opération, a précisé le directeur du secteur, Dr Hadj Sadok Zoheir. Le même responsable a déclaré que la wilaya de Aïn Defla a été destinataire de quelque 810 doses de vaccin "Astra Zenika", acheminées et stockées suivant les normes requises. "Nous avons établi la première liste des personnes à vac-

ciner et nous avons également retenu dans le cadre de cette campagne 37 points répartis à travers les établissements de santé et les polycliniques de la wilaya au sein desquelles l'opération sera lancée dès demain (mardi, N.d.l.r)", a-t-il précisé. Le directeur de la prévention à la DSP de Aïn Defla, Dr Belkacem Khélidj, a été le premier à se faire vacciner, en présence des autorités locales à leur tête le wali, Embarek El Bar. Tout en rappelant que l'objectif de la vaccination consiste à réduire les formes graves de la maladie ainsi que le nombre de décès y découlant, il a mis l'accent sur l'importance de l'observation des gestes barrières mises en places au plus fort de la pandémie. "Le comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie a fait savoir que la vacci-

nation se fera de manière graduelle, s'étalant sur près d'une année, d'où l'importance de rester vigilant et de ne pas négliger les mesures barrières mises en places à l'apogée de la pandémie", a-t-il recommandé. Après l'injection du vaccin, les personnes vaccinées seront placées sous observation pendant une demi-heure dans le but de s'enquérir d'éventuelles manifestations post-vaccinales indésirables. Il est à rappeler qu'en vertu du planning mis en place par les autorités sanitaires du pays, la vaccination doit être accessible en priorité au personnel médical, aux personnes âgées ainsi qu'aux patients atteints de maladies chroniques, avant de s'étendre progressivement à d'autres franges de la population.

A.Z

Sétif

La seconde tranche de l'aide financière débloquée au profit de 9 570 personnes

La seconde tranche de l'aide financière destinée aux personnes affectées par les répercussions de l'épidémie de Covid-19 a été allouée lundi au profit de 9 570 bénéficiaires, notamment des commerçants, des artisans et des transporteurs. Supervisant le lancement de cette opération au siège du Trésor public de la ville de Sétif, le wali, Kamel Abla a indiqué que cette seconde tranche s'inscrit dans la continuité des mesures prises par l'Etat visant à accorder des aides financières aux personnes touchées par cette crise sanitaire exceptionnelle, précisant que la seconde tranche s'élève à 60 000 dinars. Le même responsable a ajouté qu'un montant total d'environ 350 millions de dinars a été débloqué pour venir en aide à 11 744 personnes touchées par les répercussions du confinement imposé par les mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19. Selon la même source, l'opération avance à un "bon" rythme jusqu'à la fin de la distribution de toutes les aides financières à leurs bénéficiaires, faisant savoir qu'un nombre suffisant d'agents a été mobilisé pour faciliter leur attribution en veillant au strict respect du protocole sanitaire pour prévenir la propagation de l'épidémie de Covid-19. Afin de faciliter cette action de solidarité, les pouvoirs publics ont consacré les centres postaux et la trésorerie communale à travers la wilaya au versement de ces aides, et ce, conformément aux mesures préventives contre la propagation de la Covid-19, telles que le port de masques et la distanciation physique. M. Abla a également relevé que ces mesures s'inscrivent dans "le cadre de la stratégie de l'Etat et des mécanismes d'accompagnement par les pouvoirs publics des personnes touchées par cette pandémie en les soutenant afin qu'ils puissent surmonter cette crise sanitaire exceptionnelle". Par ailleurs, ces aides viennent s'ajouter à plus de 29 000 colis alimentaires composés de divers produits et denrées alimentaires ayant été distribués depuis le début de la pandémie à l'initiative de la wilaya de Sétif, dans le cadre d'une vaste opération de solidarité envers les familles nécessiteuses affectées par les répercussions du confinement. Cette opération a ciblé l'ensemble des 60 communes de la wilaya, en particulier les villages et les régions éloignées, grâce à la contribution de nombreux bienfaiteurs, dont des citoyens, des industriels, des hommes d'affaires et des entreprises publiques et privés, a-t-on rappelé. Cette action s'inscrit aussi dans le cadre de la prise en charge des habitants des zones reculées et pauvres en vue de leur fournir divers produits vitaux afin de renforcer les liens de solidarité entre les membres de la société au regard des circonstances exceptionnelles que traverse le pays depuis la propagation de l'épidémie de Covid-19.

M.L

Vaccination du cheptel à Tizi-Ouzou: Prolongation des délais au 31 mars prochain

La campagne de vaccination du cheptel bovins contre la fièvre aphteuse et la rage à, Tizi-Ouzou, se poursuivra jusqu'à fin mars prochain, a-t-on appris, lundi, de l'inspecteur vétérinaire auprès de la direction locale des services agricoles (DSA), le Dr Noureddine Yatta. Cette prolongation décidée par le ministère de l'agriculture, "vise à permettre à l'ensemble des éleveurs, qui n'ont pu le faire à cause, notamment, du contexte de crise sanitaire dû à la pandémie de coronavirus, de vacciner leur cheptel" a souligné M. Yatta. Lancée en automne, la campagne de vaccination a touché, à janvier der-



nier, 50 301 têtes appartenant à 5 064 éleveurs, soit 70,75% du cheptel recensé au niveau de la wilaya, ainsi que 2 115 chiens accompagnateurs de cheptel appartenant à 1 078 éleveurs. Pour les besoins de l'opéra-

tion, 36 vétérinaires privés ont, par ailleurs, reçu un mandat sanitaire pour venir en appui aux 11 vétérinaires exerçant à travers les 20 subdivisions agricoles de la wilaya. S'agissant de la vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR), "elle a été clôturée à temps, en décembre dernier, avec la vaccination de 55 523 têtes appartenant à 5 975 éleveurs dont 39 128 têtes ovines et 16 395 caprines", a souligné le même responsable, précisant qu'une importante quantité de vaccin a été remises à d'autres wilayas situées dans les régions steppiques du pays disposant d'un cheptel plus importants.

Mila

Début de la campagne de vaccination contre la Covid-19

La campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus a débuté mardi à Mila dans sa première phase consacrée aux personnels du secteur de la santé et de la population. Le lancement de la campagne a été présidé par le wali Abdelouahab Moulay à la polyclinique du lotissement Benmaâmar du chef-lieu, où la première personne vaccinée a été Mokhtar Kherbouch, un retraité du secteur

de la santé qui a appelé les citoyens atteints de maladies chroniques à venir recevoir le vaccin, assurant "qu'il s'agit d'un vaccin comme tous les autres vaccins". Dans une déclaration à la presse, le chef de l'exécutif local a précisé que la wilaya de Mila a reçu hier lundi un lot de 790 doses du vaccin "AstraZeneca" permettant d'entamer la campagne de vaccination des personnels de la santé "avant d'être

étendue progressivement à partir de mercredi à tous les centres réservés à cet effet". La seconde phase de la vaccination ciblera les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques pour être élargie à tous les citoyens de plus de 18 ans, a précisé le même responsable. Le wali a également assuré que toutes les dispositions notamment de stockage du vaccin ont été mises en place pour

cette campagne lancée avec un encadrement médical et paramédical ayant suivi une formation préalable, invitant les citoyens à se vacciner contre ce virus. Selon les explications données à l'occasion, 54 centres ont été prévus pour la vaccination à travers la wilaya dont 5 mobiles seront dirigés vers les localités reculées et les zones d'ombre.

A.Z

Le test PAPI

Un recruteur, ou votre employeur, vous demande de passer le test PAPI ? Les tests de personnalité sont devenus courants en entreprise, avant une embauche, mais aussi parfois lorsque vous êtes en poste. Ne vous stressiez pas, les questions sont simples, il vous suffit d'y répondre sincèrement. Vos résultats viendront infirmer ou confirmer le ressenti de votre employeur ou aider un recruteur à prendre une décision. Utile pour cerner vos compétences et vos défauts professionnels, découvrez tout ce que vous devez connaître sur le test PAPI. Lecture différée

Qu'est-ce que le test PAPI ?

Le test PAPI est un test de personnalité à finalité spécifiquement professionnelle : il sert à étudier comment une personne se comporte au travail.

Il a pour objectif de décrypter la personnalité professionnelle d'un individu, afin de mieux comprendre son rôle en entreprise à travers ses besoins, ses motivations et son comportement. Ce test est fréquemment utilisé par les recruteurs, avant un entretien d'embauche ou en complément de celui-ci :

*pour mieux analyser les qualités et les défauts du candidat ;

*pour vérifier que le candidat est en adéquation avec le poste à pourvoir.

Un employeur peut aussi avoir recours au test PAPI ou à d'autres tests de personnalité (comme le test MTBI) dans le cadre du développement de carrière de ses salariés déjà en poste, avec ces mêmes objectifs.

Quelles sont les questions du test PAPI ?

Il existe deux versions du test PAPI.

-Le test PAPI « classique »

Dans la version classique du test PAPI, vous devez répondre à 90 questions.

Les questions sont présentées sous la forme de deux affirmations : vous devez opter pour celle qui vous correspond le plus.

Exemple : à vous de choisir entre « Le travail en équipe me plaît » et « J'aime prendre des décisions seul ».

Vous êtes obligé de répondre et vous ne pouvez pas « sauter » une question, quitte à forcer votre choix lorsqu'il n'est pas évident.

- Le test PAPI « normatif »

Le test PAPI normatif comporte 126 questions. Il est conçu différemment : les questions sont présentées sous la forme d'une seule affirmation et vous devez estimer votre propre situation sur une échelle de valeurs étalonnée.

Exemple : pour « Je prends des décisions rapidement », vous

devez cocher 1/ Pas du tout d'accord ; 2/ Pas d'accord ; 3/ Assez peu d'accord ; 4/ Ni d'accord ni pas d'accord ; 5/ Assez d'accord ; 6/ D'accord ou 7/ Tout à fait d'accord.

Bon à savoir : le test PAPI est un test rapide à passer. Il faut compter 10 à 20 minutes.

Comment sont présentés les résultats du test PAPI ?

Les résultats du test PAPI sont présentés sous la forme d'un graphique représentant votre personnalité professionnelle.

Le graphique est circulaire et comprend 7 grands traits de caractère. Chacun de ces traits de caractère est ensuite subdivisé en plusieurs sous-aspects, de manière à affiner vos résultats et à dresser un bilan plus complet de votre personnalité au travail :

Dynamisme :

- besoin d'affirmer son avis ;
- rythme d'action ;
- aisance dans la prise de décision.

Organisation et structure (ou recherche de résultats) :

- besoin d'achever une tâche ;
- besoin de règles et de directives ;
- sens du détail ;
- planification ;
- besoin d'organisation.

Impact et détermination (ou autorité) :

- besoin de réussir ;
- besoin d'influencer ;

- rôle de leader ;
- besoin d'être remarqué.

Engagement (ou conscience professionnelle) :

- besoin de soutenir la hiérarchie ;
- rapport au travail.

Stabilité émotionnelle (ou tempérament) :

- contrôle émotionnel ;
- optimisme ;
- sérénité.

Relations (ou sociabilité) :

- besoin d'instaurer des relations étroites ;
- rôle du facilitateur ;
- besoin d'appartenir à un groupe.

Ouverture d'esprit :

- besoin de changement ;
- créativité émotionnelle.

Pour chacun des sous-aspects, votre profil est représenté sur une échelle de 1 à 10, selon le score issu des réponses que vous avez apportées aux questions.

Le test PAPI permet donc de vous situer rapidement pour chaque grand trait de caractère, mais aussi de positionner quelques détails plus précis de votre personnalité.

Exemple : le graphique peut révéler un fort dynamisme, mais faire apparaître aussi que vous avez du mal à prendre une décision.

Bon à savoir : le test PAPI fait partie des meilleurs tests de personnalité.

Quels sont les objectifs du test PAPI ?

Une fois que vous avez passé le test PAPI, le recruteur ou votre employeur dispose d'un bilan de votre profil professionnel duquel il pourra tirer vos forces, vos atouts, vos défauts et vos particularités.

Ce test a généralement vocation à ouvrir la discussion concernant votre projet professionnel : vous serez amené à parler de vos résultats avec les recruteurs ou avec votre employeur, et vous pourrez aborder certains points plus en détail.

Le test PAPI ne saurait à lui seul permettre d'apprécier votre personnalité professionnelle. Tout son intérêt est de pouvoir donner lieu à un échange utile, de vive voix, qui vous permettra si besoin de pouvoir compléter ou clarifier certaines de vos réponses.

Notre conseil : si vous devez passer le test PAPI, n'essayez pas de coller de trop près à un rôle, répondez sincèrement aux questions. Elles sont nombreuses et beaucoup se croisent : vous risquez de vous contredire si vous essayez de répondre en fonction de ce que vous pensez que les recruteurs attendent et cela se verra. De plus, vous ne pourrez pas tirer bénéfice de vos résultats, alors que les tests de personnalité peuvent vous aider dans votre recherche d'emploi.

Les clés pour anticiper les besoins des clients

S'il est souvent facile de détecter les besoins des clients parce qu'ils font partie de leur vie quotidienne (alimentation, hygiène, transport) ... il est plus difficile de détecter certains besoins et souvent de les anticiper et surtout le plus souvent de devancer la concurrence. Pour cela il faut en même temps que répondre aux besoins essayer de leur faciliter la vie. C'est pourquoi nombre d'objets ont disparu sous la pression des critères faciliter et simplifier mais aussi à l'heure actuelle celui de protéger la planète. Steve Jobs était doté d'un certain esprit visionnaire, il était capable de voir ce que les autres ne voyaient pas encore et de créer une tendance. Comment anticiper les besoins du consommateur ? Éléments de réponse...

La curiosité comme maître-mot

On ne naît pas visionnaire, mais on peut le devenir. Il vous suffit de questionner tout ce qui vous entoure. Sur un plan purement business, il reste primordial de s'intéresser à la manière dont a été conçu tel ou tel produit, de réfléchir au besoin auquel il répond, à ce qui lui manque pour être encore plus performant ou encore au business model de telle ou telle société, qu'elle se trouve dans votre champ concurrentiel ou non. C'est à force de questionnement que l'on finit par obtenir une vision globale de son marché et que l'on parvient à percevoir de plus en plus tôt les besoins que peuvent développer sa clientèle cible.

Posez-vous les bonnes questions

Commencez par réaliser une étude approfondie de votre clientèle, ce qui vous permettra de mieux cibler leurs attentes. Pour se faire, il est utile de se poser quelques ques-



tions : qui sont vos clients, actuels et futurs ? Quel est leur budget ? Qu'est-ce qu'ils attendent de vos produits ? Quelles sont les améliorations que vous pourriez apporter ? Que pense-t-il de la concurrence ? Plus vous saurez mettre en accord vos ambitions avec ce que les clients attendent de vous, plus vous aurez de chance de devenir un visionnaire. Ne vous fiez pas seulement à votre marché, mais étudiez le monde entier ! Voyez les tendances qui ont fonctionné ou non et essayez d'analyser pourquoi.

Interagissez avec votre cible

De nombreux outils traditionnels ou virtuels vous permettent d'interagir avec votre cible et de réaliser des enquêtes. Des sondages en ligne vous permettent de lancer des enquêtes de satisfactions client très rapidement et simplement. Les réseaux sociaux constituent d'excellents vecteurs d'information, sur lesquels vous pourrez trouver des données accessibles et facilement

exploitables, comme les habitudes d'achats, les loisirs ou encore les budgets que les clients peuvent consacrer à tel ou tel produit.

Ciblez les besoins insatisfaits

Seulement 25 % des entreprises utilisent les informations liées aux réclamations des clients pour prendre des décisions marketing ! Pourtant, il existe toujours un client insatisfait quelque part. Il devient primordial que vous vous penchiez sur ce qui ne satisfait pas votre client, vous pourrez répondre rapidement en proposant un nouveau produit ou service innovant afin de combler le vide. Cela satisfera les clients mécontents et montrera aux autres consommateurs que vous continuez à faire évoluer votre offre.

Renouvelez votre produit/service sans attendre le client

Il reste capital de se placer dans une politique de renouvellement perpétuelle. Chaque dirigeant a

tout intérêt à se remettre en question régulièrement et apporter de petites améliorations à son produit ou service, sans forcément attendre que le client ne vous fasse un retour. Ces dernières serviront de tests. Il vous suffira ensuite de réaliser une enquête de satisfaction auprès de votre clientèle pour analyser les retombées de vos améliorations et les faire évoluer à nouveau si le besoin s'en fait sentir. Il s'agit de la méthode intitulée « Lean Start-up » ou technique d'innovation en continu.

Répertoriez l'ensemble de vos échecs

Considérer l'échec comme un frein à votre développement aussi bien personnel que professionnel serait une grosse erreur. Même les plus grands visionnaires ont commis des erreurs avant d'atteindre la gloire. Steve Jobs a vécu des échecs commerciaux avec des produits comme l'Apple Lisa ou le Powermac G4 Cube, mais il a tou-

jours su rebondir pour créer un produit encore plus novateur, en tenant compte de ce qui n'avait pas fonctionné précédemment. La persévérance est le maître-mot de la vision à long terme. Il ne faut pas avoir peur d'oser, de renverser les codes établis et d'imposer avec finesse –et patience– sa propre vision !

Intéressez-vous à la concurrence

Réaliser un benchmark vous permettra d'analyser ce que font les autres entreprises. Cela vous permettra de vous en inspirer en rassemblant les meilleures idées pour créer votre concept et tenter d'être le plus innovant possible en proposant surtout ce que la concurrence ne fait pas ! Commencez par une veille sur internet via les réseaux sociaux et blogs, puis analysez la présence et le discours de vos concurrents dans leurs communiqués de presse et lors de leurs interviews dans les médias.

Voir son projet en grand

Ne vous cantonnez pas à des projets « trop simples », cela briderait votre créativité et vous empêcherait de créer un jour le produit ou le service qui deviendra indispensable aux yeux des consommateurs. Visualisez votre rêve, au besoin couchez-le sur papier, et surtout ne vous mettez aucune barrière. Votre projet doit correspondre à un idéal qui tend à révolutionner votre secteur. Steve Jobs a imaginé grand, quitte à parfois se trouver en dehors des clous et des tendances. Écrire votre projet idéal sous forme d'histoire ou de story-board peut vous aider à déterminer puis visualiser le but à atteindre.

Comment animer son site internet pour le rendre attractif ?

Le site internet, comme pour n'importe quelle communication, répond d'abord à notre propre vision qui est qu'on le veuille ou non limitée. Il est important de se relier à tous les internautes qui vont le consulter et donc de penser à la diversité des personnes (clients, journalistes, étudiants, concurrents, personnes en recherche d'emploi...) pour que chaque internaute ait envie d'y rester. Internet étant devenu un outil de communication indispensable, toute entreprise se doit d'avoir son propre site sur la toile pour pouvoir communiquer sur ses produits, offres, services, et ainsi faire sa propre promotion auprès du public. Si posséder un site internet représente une première étape, encore faut-il l'animer et le rendre attractif auprès des internautes. Voici quelques pistes à suivre.

Favorisez les actualités

Il est judicieux de mettre en place un sous-menu « Actualités » au sein de votre site internet. A l'intérieur de ce menu, vous pourrez publier de nombreux contenus toujours en lien avec votre entreprise : vous êtes présents sur un salon, vous vous implantez dans une nouvelle région ? Faites-le savoir !



Certaines entreprises plus « familiales » vont même jusqu'à présenter leurs nouveaux collaborateurs, publier des photos des équipes, etc. Les contenus sont à choisir en fonction de l'image que vous voulez donner, le tout en ayant toujours l'accord des personnes présentes sur les photos. N'hésitez pas non plus à publier des articles sur vos nouveaux produits, vos promotions en cours, ou encore à mettre en valeur vos nouveaux clients avec

l'autorisation de ceux-ci. Toute nouveauté est bonne à partager pour rendre votre site actif et plus proche des internautes. Vous pouvez également choisir de réagir à des actualités plus générales en lien avec votre profession.

Utilisez les réseaux sociaux

Ils sont désormais indissociables de votre site internet. Bien utilisés, ils peuvent vous rapporter de l'audience, et prouvent que vous êtes à la page en partageant toutes

vos actualités. Si certaines nouveautés ne valent pas la peine de publier tout un article, un petit tweet peut faire l'affaire. Il faut donc intégrer ces réseaux sociaux directement à votre site internet pour que chaque visiteur puisse y voir votre activité en direct.

Relayez des événements

Pourquoi ne pas organiser de temps à autre des événements dont vous ferez publicité sur votre site ? Vous pouvez notamment or-

ganiser des petits jeux concours pour vos clients, salariés et prospects, ou encore des repas, apéritifs dînatoires, etc. Prouvez ainsi que vous êtes une société dynamique et proche de votre clientèle.

Publiez un contenu actualisé

Animer un site internet, ce n'est pas publier à tort et à travers. Il faut savoir se renouveler occasionnellement. Pourquoi ne pas changer le design de votre site régulièrement ? Publier de nouvelles photos en page d'accueil ? Actualisez également vos contenus en fonction des évolutions de votre société : nouvelle gamme de produits, mise en place de nouveaux services, etc. En fonction de l'activité de votre entreprise, il peut être judicieux de mettre en place un petit « tchat » de support en ligne. Les internautes peuvent ainsi communiquer directement avec une personne dédiée de votre entreprise et votre image s'en verra améliorée.

A vous de mettre régulièrement à jour votre site internet en fonction de la ligne éditoriale que vous aurez choisie. Le but est d'éveiller la curiosité des internautes, de les solliciter et de les faire réagir. Vous pouvez ainsi être sûr d'obtenir des retours positifs.

Grèce : Le Premier ministre à nouveau critiqué pour avoir violé le confinement

Une photo montrant le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, participant à un déjeuner avec une trentaine d'invités sur l'île d'Ikaria, est devenue virale ce week-end en Grèce, suscitant un tollé dans un pays frappé par un confinement plus strict. Sur cette photo publiée dimanche sur de nombreux sites d'information et lundi dans la presse écrite, le Premier ministre participe à un déjeuner samedi sur le balcon de la maison d'un député de droite d'Ikaria, une île du Dodécanèse (est) en mer Egée. Le chef du gouvernement conservateur s'était rendu avec d'autres responsables sur cette île éloignée pour superviser le processus de vaccination

contre la Covid-19, alors que le gouvernement a renforcé vendredi les mesures de confinement, imposant un couvre-feu à 18H00 le week-end et interdisant les rassemblements à domicile. La photo qui fait polémique a été saisie par une voisine de la maison du député qui accueillait cette réception, suscitant les critiques immédiates des partis d'opposition. Alexis Tsipras, chef de la gauche Syriza, principal parti d'opposition, a estimé que M. Mitsotakis avait fait preuve "d'arrogance profonde" en violant le confinement "pour la deuxième fois". En décembre, le Premier ministre avait été critiqué pour une escapade en VTT avec sa femme au mont Parnès, à 45 km de son domi-

cile à Athènes. Une photo le montrant sans masque aux côtés de cinq randonneurs de moto cross, qui n'en portaient pas non plus, était devenue virale. Le porte-parole du gouvernement, Christos Tarantilis a rétorqué dimanche que le déjeuner à Ikaria était "en plein air" et que les masques n'avaient été enlevés que pour manger, en accusant Alexis Tsipras d'avoir choisi "la tactique de la division et de la désorientation" en pleine campagne de vaccination. Il a cependant promis que "lors des futurs déplacements du Premier ministre, tous les efforts possibles seraient faits pour éviter de donner une fausse image".

AMEL.M

Corée du Sud/Coronavirus

A Séoul, chats et chiens peuvent aussi être testés

Chats et chiens souffrant de fièvre, toux ou difficultés respiratoires peuvent être testés pour le coronavirus en Corée du Sud, s'ils ont été exposés à des personnes porteuses de la maladie, a annoncé lundi le gouvernement de l'agglomération de Séoul. Le lancement de ce programme intervient quelques semaines après l'annonce par le pays de son premier cas de contamination au Covid-19 chez un animal, en l'occurrence un chaton. "A partir d'aujourd'hui, le gouvernement de l'agglomération de Séoul proposera des tests pour le coronavirus aux chiens et chats domestiques", a déclaré aux journalistes une responsable de la prévention des maladies dans la capitale, Park Yoo-mi. Ne pourront être testés que les animaux présentant des symptômes et qui auront été en contact avec des personnes positives. Le test sera réalisé près du lieu de résidence de l'animal par une équipe incluant un vétérinaire, a encore précisé Mme Park. Les animaux positifs devront être



isolés à la maison pendant 14 jours. Mais si leurs maîtres ont le virus, ils seront placés dans des chenils ou des centres d'accueil spécialisés. En Corée du Sud, les personnes positives sont généralement isolées dans des centres de quarantaine dédiés si leur état ne nécessite pas une hospitalisation. Ailleurs dans le monde, plusieurs chats et chiens ont été testés positifs au coronavirus qui a tué plus de 2,3 millions d'humains. Début janvier, deux gorilles du zoo de San

Diego, dans le Sud de la Californie, ont été testés positifs au nouveau coronavirus et placés en quarantaine. Ils ont vraisemblablement été contaminés par un gardien malade qui ne présentait pas de symptômes. Le Danemark vient de son côté d'achever son immense campagne d'abattage de près de 15 millions de visons décidée pour combattre les risques de mutation du coronavirus chez l'animal.

AMINE.R

Internet: la bande passante internationale sera doublée en 2021 en Algérie

La capacité de la bande passante internationale en Algérie, d'une capacité de 2,4 Térabit/seconde (Tbps), sera doublée durant l'année 2021, permettant ainsi d'améliorer la qualité de la connectivité internet haut et très haut débit, annonce le ministère de la Poste et des Télécommunications. "La bande passante internationale est passée de 1,7 à 2,4 Tbps (Térabit par seconde) entre janvier 2020 et janvier 2021. Cette capacité sera doublée durant l'année 2021", précise le bilan du secteur pour l'année 2020 mis en ligne sur le site web du ministère. Le document rappelle, dans ce sens, la mise en exploitation (le 31 décembre 2020) d'une "manière effective" du système du câble sous-marin Orval/Alval (Oran-Valence) et (Alger-Valence), dont la capacité globale pourra atteindre les 40 Tbps. Le ministère souligne, en outre, qu'en termes d'amélioration de la qualité de la connectivité internet et de généralisation de l'accès à



l'internet haut et très haut débit, il a été procédé, l'année dernière, à la réalisation de 7.046,93 km de fibre optique et l'implantation de 182 sites de faisceaux hertziens numériques. Le projet d'extension du Backbone a été également poursuivi à travers la réalisation de 2 nouveaux Backbone Est et Ouest, dont les objectifs consistent en "la sécurisation du réseau de transport, l'amélioration de la qualité de service et l'augmentation de la bande passante des wilayas ciblées". Il s'agit des réalisations à 100% de la

liaison Bougtob-Saida-El Bayadh-Bechar et de la liaison Ouargla-Tamanrasset- via In Salah ainsi que des projets de "réalisation du secours du trafic Oran-Bechar via Nâama et du secours des liaisons d'Ouargla-Illizi-Tamanrasset". Le bilan met en avant, en outre, les efforts du secteur dans le cadre de la modernisation des réseaux de télécommunications vétustes des grandes agglomérations pour l'amélioration de la qualité de la connexion internet au profit des citoyens.

M.L

Le point de l'actualité internationale

ALGER

- Les forces d'occupation marocaines ont lancé une féroce campagne de répression contre les militants sahraouis dans les territoires occupés du Sahara occidental depuis la reprise du conflit armé suite à la violation du cessez-le-feu par le Maroc le 13 novembre dernier, affirme la fondation des droits humains, Nushatta, dans une vidéo postée lundi sur les réseaux sociaux.

TRIPOLI

- Les travaux de la 3ème réunion du Comité constitutionnel libyen ont débuté, mardi, dans la ville d'Hurghada en Egypte, sous l'égide de l'ONU, pour préparer la nouvelle Constitution et les prochaines élections prévues le 24 décembre 2021, a indiqué un communiqué de la mission onusienne en Libye (Manul).

BIR LAHLOU

- Une unité spéciale de l'armée de libération populaire sahraouie (ALPS) a effectué lundi une opération ciblant une "garnison" des forces d'occupation marocaines à Elouarkziz secteur Agha à l'intérieur du Maroc faisant trois morts, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense sahraouie, cité par l'agence de presse (SPS).

RANGOUN

- La police birmane a tiré mardi des gaz lacrymogènes sur des manifestants qui protestaient contre le coup d'Etat du 1er février à Mandalay, deuxième ville du pays, ont rapporté les médias.

WASHINGTON

- Le deuxième procès en destitution de Donald Trump débutera mardi au Sénat, l'ex-président faisant face à une accusation "d'incitation à l'insurrection" après que ses partisans ont pris d'assaut le Capitole américain le mois dernier et se sont engagés dans des affrontements qui ont fait cinq morts, rapportent les médias.

JAKARTA

- Les frontières indonésiennes resteront fermées aux étrangers non résidant jusqu'au 22 février, ont annoncé les autorités indonésiennes.

LAGOS

- La police nigériane a annoncé mardi avoir libéré trois travailleurs chinois kidnappés la semaine dernière sur un site minier dans l'Etat d'Osun, dans le sud-ouest du pays, a indiqué la police.

MAPUTO

- Les attaques meurtrières dans le nord du Mozambique, en proie à des attaques terroristes depuis plus de trois ans, ont considérablement faibli ces dernières semaines grâce à la "stratégie offensive" des forces gouvernementales, ont rapporté mardi les médias.

MILAN (Italie)

- La production industrielle en Italie a plongé de 11,4% en 2020, sous l'effet des mesures de restriction prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a indiqué mardi l'Institut italien des statistiques "Istat".

34e sommet de l'UA

L'impératif de faire face aux défis sécuritaires souligné

L'impératif de faire face aux défis sécuritaires a été souligné lors du 34ème sommet ordinaire de l'Union africaine (UA) dont les travaux par visio-conférence ont pris fin dimanche à Addis-Abeba. "Au cours de nos débats, il a été relevé à diverses reprises que la volonté et les efforts actuellement mobilisés pour bâtir une Afrique solide dans ses fondations, sont menacés d'être sapés dans diverses régions du Continent par le défi sécuritaire", a relevé le nouveau président de l'Union africaine, le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi dans son allocution de clôture des travaux. Le successeur du président sud-africain, Cyril Ramaphosa, à la présidence de l'UA, a cité dans ce sens "la prolifération des groupes armés locaux et étrangers, ainsi que la montée en puissance des groupements terroristes auteurs de viols, de massacres, de destructions des écosystèmes et de pillage de richesses naturelles en Afrique centrale particulièrement en République centrafricaine, dans l'Est et le nord-est de la RDC, dans la zone sahélo-saharienne, ainsi que dans le sud du Continent au Mozambique". "Ces défis constituent une vraie menace pour la paix, la sécurité et la stabilité du Continent", a ajouté M. Tshisekedi, notant que l'Assemblée des chefs d'Etat et gouvernement de l'UA a souligné "la nécessité d'éradiquer ces phénomènes et d'imposer coûte que coûte la paix". Dans le "souci de cultiver la paix", le président congolais a relevé "une la volonté de dégager des solutions innovantes qui prônent le règlement pacifique des différends entre Etats pour notamment apporter des pistes de solutions".

L.K

Hand / Division Excellence

"Trois tournois pour terminer la saison 2019-2020" (Labane)

La Fédération algérienne de handball (FAHB) compte organiser trois tournois, dans des lieux qui restent à déterminer, pour pouvoir boucler la saison 2019-2020 du championnat de division Excellence (messieurs), suspendu depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mardi de l'instance fédérale. "Notre objectif était toujours de terminer la saison 2019-2020. Après le feu vert pour la reprise de la compétition reçu de la part du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), nous allons organiser trois tournois, à travers le pays, pour terminer le précédent exercice", a déclaré à l'APS le président sortant de la FAHB, Habib Labane. Le championnat d'Algérie Excellence de handball, à l'arrêt depuis mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus, reprendra ses droits le week-end du 2 et 3 avril prochain. Sur décision du MJS, et en concertation avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, les salles omnisports et salles de sport ont été autorisées à rouvrir progressivement de-

puis le 3 février. "En raison de la situation financière difficile de la plupart des clubs de l'élite et leur difficulté à respecter le protocole sanitaire, nous avons opté pour cette formule qui consiste à rassembler les joueurs pendant la durée du tournoi, et éviter ainsi aux équipes les dépenses liées aux tests de Covid-19. Poursuivre le championnat avec l'ancien système de compétition aurait été coûteux pour les clubs", a-t-il ajouté. Avant de conclure : "Dans cette optique, nous allons organiser prochainement une réunion avec les présidents de club pour leur expliquer cette démarche et les mesures relatives au protocole sanitaire". La décision prise par la FAHB de poursuivre la saison 2019-2020 conduit de facto à l'annulation de l'exercice 2020-2021. La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13e journée, disputée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CA Bordj Bou Arréridj caracolaient ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B.

Sport

Portes ouvertes sur le beach-tennis à Tipasa

Des journées portes ouvertes sur le beach-tennis seront organisées le vendredi 12 février au complexe touristique "Matares" (Tipasa), dans le cadre de la promotion de cette discipline, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Au menu de cette manifestation sportive figurent des séances d'initiation pour jeunes enfants, mais aussi pour adultes, ainsi qu'un tournoi d'exhibition, qui sera animé par des athlètes aguerris. "Les séances d'initiation pour enfants sont prévues entre 10h00 et midi. Elles seront immédiatement suivies des séances d'initiation pour adultes, entre midi et 14h00, alors que le tournoi d'exhibition est prévu en milieu d'après-midi" ont détaillé les organisateurs dans un bref communiqué. Ce sera la deuxième séance de portes ouvertes sur le beach-tennis, après Oran, qui

avait accueilli un événement similaire le 26 janvier dernier, au niveau du complexe touristique "Les Andalouses". Le beach-tennis est un jeu de balle, avec raquette. Sa pratique ludique a évolué vers un sport consistant à adapter le jeu de tennis aux conditions de plage. Il se joue avec raquette de tennis traditionnelle (raquette pleine) et raquette de tennis classique utilisée en Amérique du nord. Les premiers terrains de ce sport sont apparus en Italie, au début des années 1980. Ce simple jeu de raquette consistant à se renvoyer la balle a vu ses règles s'établir progressivement et se développer, entre autres grâce aux gérants des stations balnéaires, qui voulant distraire agréablement leur clientèle se sont mis à fabriquer les équipements mieux adaptés à la pratique de cette nouvelle discipline.

Football / Mondial-2022

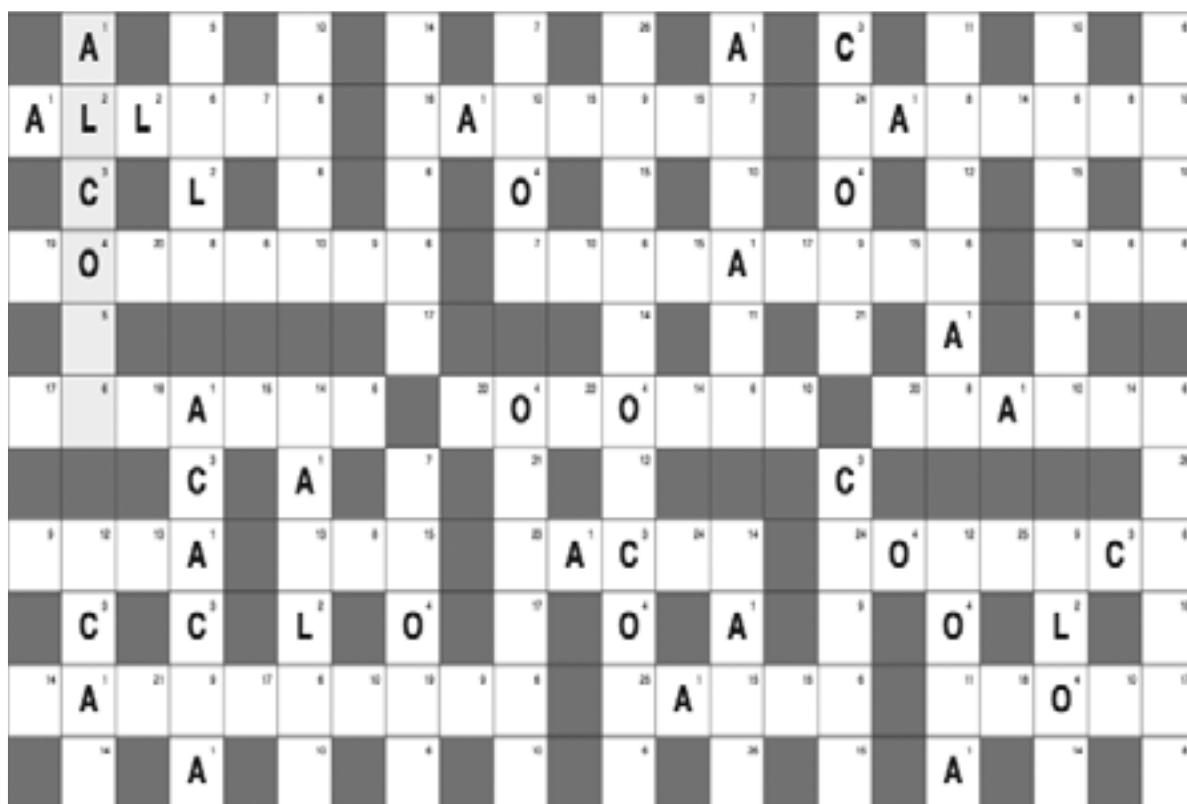
Des stades à pleine capacité

La Coupe du monde 2022 de football au Qatar se déroulera avec des stades ouverts à 100% de leur capacité, ont affirmé les organisateurs malgré les incertitudes sur l'évolution de la pandémie de Covid-19. Si les organisateurs des Jeux olympiques de Tokyo, reportés d'un an, insistent coûte que coûte pour qu'ils aient lieu cet été, les experts en maladies infectieuses s'interrogent sur l'opportunité de maintenir cet événement alors que le virus n'est pas totalement vaincu. "Le Qatar a commencé à organiser des matches de la Ligue des champions de l'AFC sans supporters", a déclaré Yasser al-Jamal, président du Bureau des opérations du Comité chargé d'organiser le Mondial-2022. "Puis en décembre, la capacité a été portée à 30%, un pourcentage qui a été gardé pour la Coupe du monde des clubs et nous espérons arriver ensuite à la Coupe du monde 2022 avec une capacité de 100%", a-t-il ajouté. Le Qatar accueille actuellement la Coupe du monde

des clubs alors que le pays connaît une hausse des cas d'infection et des admissions à l'hôpital. Les nouveaux cas de la semaine dernière ont augmenté d'un cinquième par rapport à ceux de la semaine précédente, tandis que les admissions à l'hôpital dues au Covid-19 ont progressé de 85% au cours du mois dernier, a déclaré le ministère de la Santé. "Il y a une confiance dans les mesures qui sont prises dans les stades, le réseau de métro et dans les entrées et les sorties des stades pour préserver la sécurité de chacun", a toutefois assuré al-Jamal. "Nous avons mis en place plusieurs mesures de précaution pour nous assurer que la capacité de 30% est appropriée", a souligné le même responsable. Les rencontres se déroulent dans deux stades qui accueilleront des matchs de la Coupe du monde l'année prochaine. Le Qatar a jusqu'à présent inauguré trois nouveaux stades et ouvert un site rénové. Quatre autres doivent encore être achevés.

K.L

Mots codés

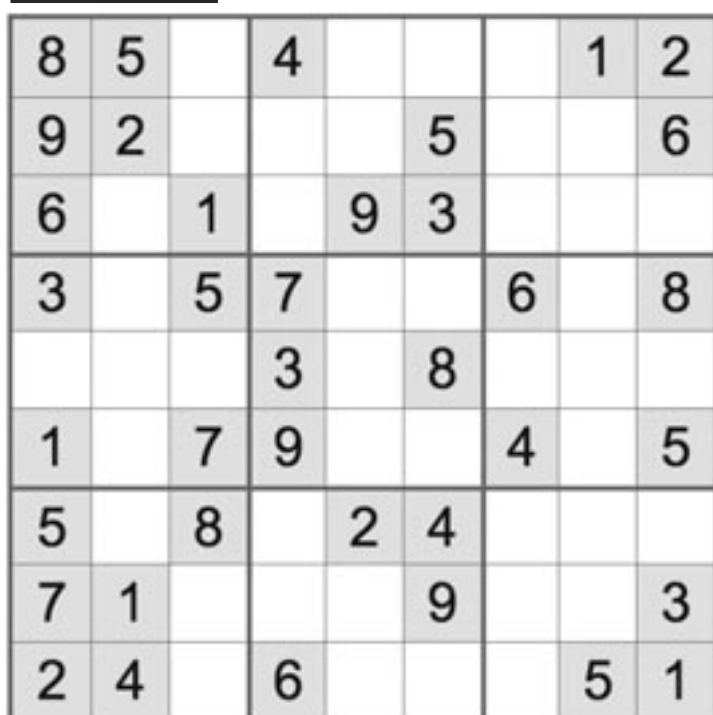


Mots mélangés

ACTRICE ANTIMOINE
APTE ARTERE
ARTISANAT AVANT
BAGUE BIENVENU
CALCAIRE CENTUPLE
CRIEUR DEFI
DENUDER DIGITALE
FANGE FLONFLONS
GLAND LABOURAGE
LANTERNE LASCIF
LATRINES LEGUMIER
LIEUSE MONTREUR
NANA NEPE NITRATE
NOCTURNE
ODORAT PALET
SAISIE
SIGNALER

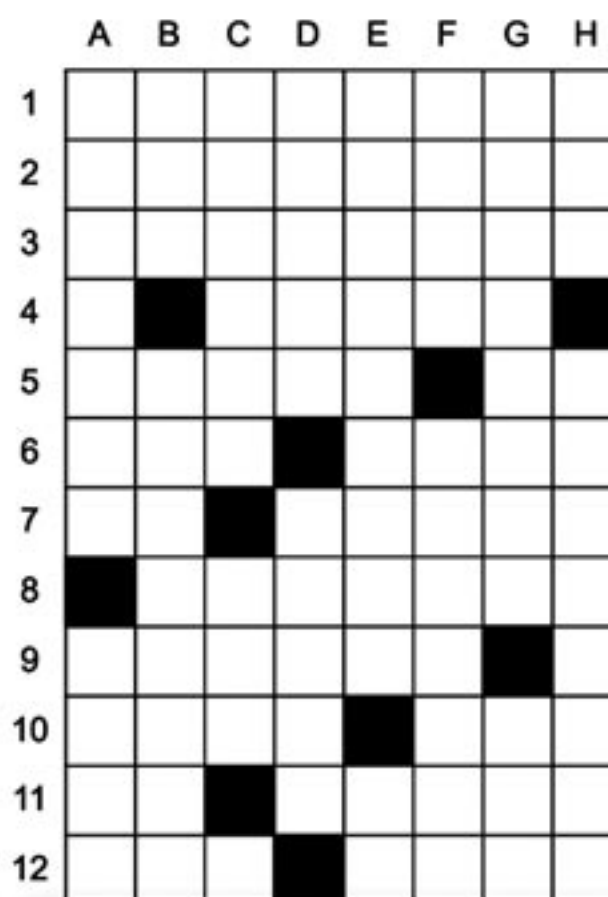


Sudoku



Solution sudoku

Mots croisés



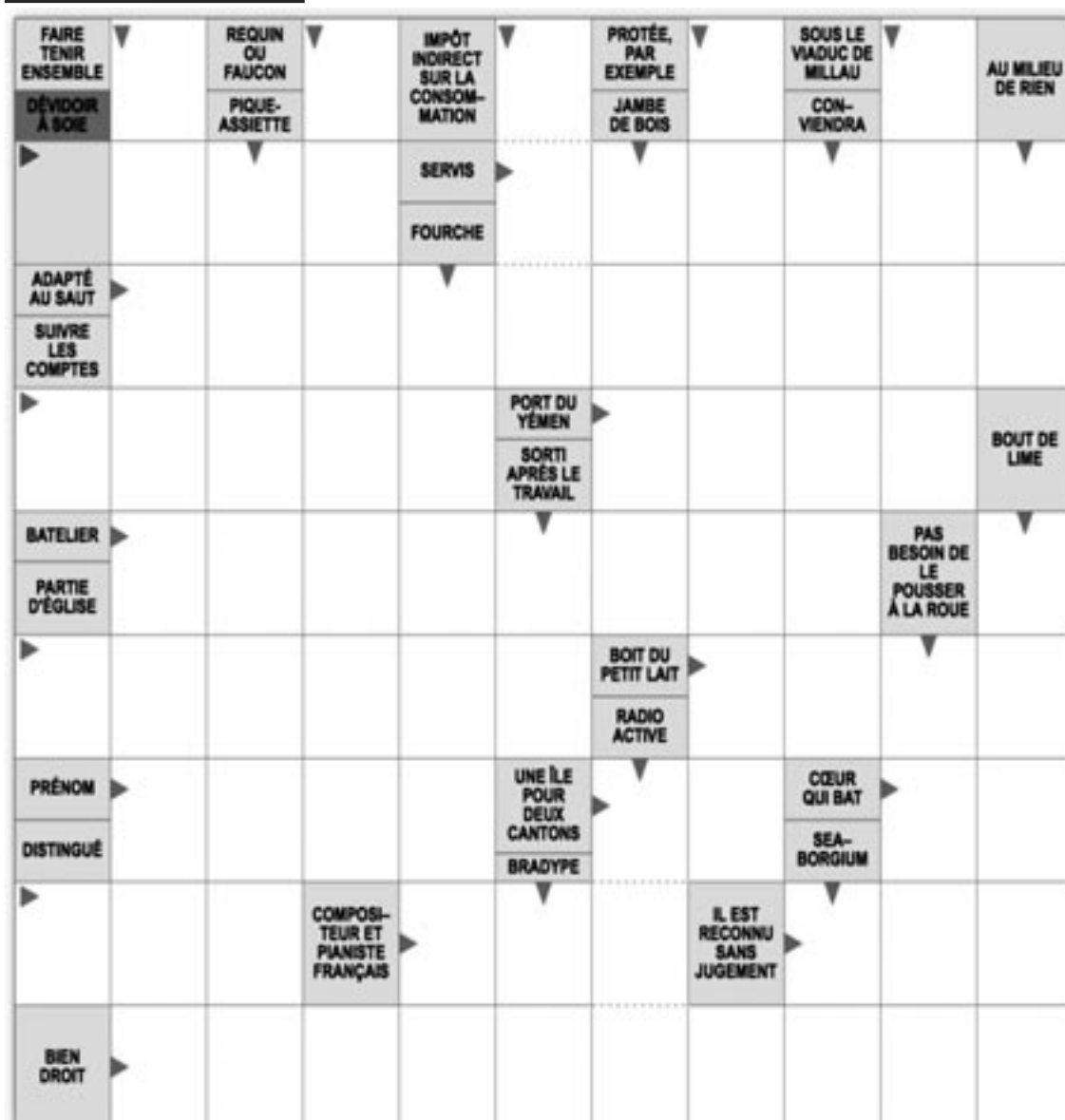
HORIZONTALLEMENT :

1. Susceptible de se transformer. 2. Pigment qui fait bronzer. 3. Peupler de petits poissons. 4. Ville de Seine-et-Marne. 5. Orné d'un diadème. Déterminant possessif. 6. Vus dans le livre. Entendu pendant un festin. 7. Ça ajoute quelque chose. Couche profonde de la peau. 8. Propre à un quadrupède à longues oreilles. 9. Statues à genoux. 10. Époustoufla. Massif du Gothard. 11. Supposons... Tradition prophétique.

VERTICALEMENT :

A. Comme un vieux vernis. Montagne de Thessalie. B. Rimbaud y a vu un dormeur. Autosuffisance. C. Invitation à la prière. On peut l'appeler capucin. D. S'enrouler sur soi-même (se). Passas à table. E. De façon à rendre service. Raccourci pour une Europe. F. Maintenu contre soi. Diaprant. G. Auquel on n'a encore rien pris. Ignorant. H. Il s'est croisé lors des duels. Conduiras.

Mots fléchés



de l'administration

www.lemondeadm.com



**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Pétrole

Le Brent frôle les 61 dollars mardi à Londres

Les cours du pétrole poursuivaient leur progression mardi, remontant toujours leurs plus hauts du début d'année dernière, tirés par un cocktail de nouvelles hausses que ce soit du côté de l'offre ou de la demande. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 0,38% à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 60,79 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de mars s'appréciait dans le même temps de 0,31% à 58,15 dollars. Le Brent reste sur une impressionnante série de sept séances consécutives de hausse, le WTI a quant à lui bouclé lundi sa sixième. Les deux contrats de référence en Europe et aux États-Unis se sont appréciés d'environ 20% depuis le début de l'année et retrouvent des prix respectivement plus vus depuis le 24 et le 21 janvier 2020, avant que la pandémie ne les précipite dans l'abîme. Selon les analystes, le pétrole brut accroît ses gains, stimulé par les réductions d'approvisionnement des principaux producteurs, une discipline stricte (de respect des quotas) et l'espoir de nouvelles mesures de relance économique aux États-Unis. Ils ont fait référence à la politique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opecp) qui a réduit fortement sa production d'or noir depuis le printemps dernier, et s'abstient toujours collectivement à une coupe de quelque 7 millions de barils quotidiens. Et le marché surveille de près les négociations aux États-Unis où le gouvernement de Joe Biden compte passer un plan massif de 1 900 milliards de dollars au plus vite pour permettre une relance rapide de l'économie et dont le marché du brut pourra bénéficier.

E.R

L'année 2021 "cruciale" dans le combat contre le changement climatique (Guterres)

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, a souligné lundi, que l'année 2021 était "cruciale dans le combat contre le changement climatique". A neuf mois de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat (COP26), prévue en novembre à Glasgow (Royaume-Uni), le SG de l'ONU a estimé que le monde était "loin de l'objectif" de l'Accord de Paris, celui de rester dans la limite de 1,5 degré Celsius. "C'est pourquoi nous avons besoin de plus d'ambition sur l'atténuation, l'adaptation et le financement", a-t-il poursuivi, estimant que la coalition mondiale pour des émissions nettes en carbone "doit se développer" pour couvrir plus de 90% des émissions de gaz à effet de serre (GES), et qu'il s'agit d'un objectif central des Nations Unies cette année. "La volonté d'atteindre la neutralité carbone doit devenir la nouvelle norme pour tout le monde, partout - pour chaque pays, entreprise, ville et institution financière, ainsi que pour des secteurs clés tels que l'aviation, le transport maritime, l'industrie et l'agriculture", a-t-il poursuivi, appelant à ce que tous les engagements en faveur de la neutralité carbone "doivent être appuyés par des plans clairs et crédibles pour les atteindre". M. Guterres a également rappelé la nécessité d'une période en matière d'adaptation et de résilience au changement climatique, "une priorité pour nous tous et pour l'ONU cette année". Il a en outre appelé tous les donateurs et toutes les banques multilatérales de développement à augmenter la part du financement de l'adaptation et de la résilience à au moins 50% de leur soutien au financement climatique. D'autre part, le SG de l'ONU a insisté sur le rôle de chefs de file que doivent jouer les pays développés et ceux à forte croissance économique en matière d'ambition climatique. Selon le haut responsable onusien, tous les pays doivent proposer d'ici la COP26 au plus tard, des contributions déterminées au niveau national nettement plus ambitieuses, avec des objectifs fixés pour 2030 compatibles avec une feuille de route menant à la neutralité carbone. "Les grandes économies et les membres du G20 doivent montrer la voie", a-t-il ajouté, insistant sur l'élimination du charbon d'ici 2050 dans les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), et d'ici 2040, dans tous les autres pays, parallèlement à une transition (énergétique) juste". Le Secrétaire général de l'ONU, a appelé les pays développés à respecter l'engagement qu'ils ont pris, il y a plus de dix ans et réaffirmé lors de la conclusion de l'Accord de Paris en 2015, de mobiliser 100 milliards de dollars par an de financement climatique en faveur des pays en développement. "Cela doit être entièrement réalisé à l'approche de la COP26", a-t-il souligné, rappelant qu'il comptait "en particulier sur les pays du G7 pour y parvenir".

M.J.

REGISTRE DE COMMERCE

Plus de 2,1 millions d'inscriptions au 5 janvier 2021 (CNRC)

Le nombre des commerçants en exercice immatriculés au registre de commerce à travers le territoire national s'élève à 2.126.349 personnes physiques et morales au 5 janvier 2021, a-t-on appris, mardi, auprès du Centre national du registre de commerce (CNRC). Selon un document distribué à la presse en marge des journées nationales sur le registre de commerce, le nombre des so-

ciétés immatriculées au registre de commerce jusqu'au 5 janvier 2021 s'élève à 245.251 sociétés. Les activités de ces sociétés sont réparties comme suit: production de marchandise (75.037 sociétés), production artisanale (1.688), distribution en gros (24.053), importation (43.017), distribution en détail (19.152), services (79.367) et exportation (2.959), précise la même source. Concernant le troc,

les statistiques du CNRC font état de 340 personnes actives dans ce domaine jusqu'au 5 janvier dernier, dont 220 personnes physiques et 31 personnes morales. La wilaya d'Adrar enregistre le plus grand nombre de commerçants actives dans le domaine du commerce de troc, avec 144 personnes physiques et 9 personnes morales, ajoute la même source.

A.Z

BELHIMER

Intensifier les efforts pour préserver la sécurité du pays et des citoyens contre les retombées de la cybercriminalité

Le ministre de la Communication, Porteparole du Gouvernement, Annmar Belhimer a affirmé, mardi à Alger, que les graves retombées de la cybercriminalité impliquaient l'intensification des efforts en vue de préserver la sécurité et l'intégrité du pays et des citoyens. "Vu les graves dangers de la cybercriminalité, nous sommes tous tenus d'intensifier les efforts dans le cadre d'une vision intégrée sous-tendue par la complémentarité et la coordination entre les différents intervenants, à l'instar des mosquées, des établissements éducatifs, des médias et du mouvement associatif en vue de contribuer à la préservation de la sécurité de notre pays et nos concitoyens", a indiqué le ministre dans une allocution prononcée à l'occasion d'une journée parlementaire sur la "Cybercriminalité et ses retombées sur la sécurité du pays et du citoyen" organisée au Cercle national de l'Armée. La Police a enregistré en 2020 une hausse de 22,63% du taux de cybercriminalité par rapport à 2019, ce qui exige "l'organisation et l'encadrement du domaine numérique et l'adoption de programmes de sensibilisation aux dangers de la cybercriminalité, ainsi que la consolidation du rôle de la famille et la promulgation de textes dissuasifs contre les contrevenants", a estimé le ministre. Abondant dans le même sens, il a relevé que le Monde qui a célébré récemment "la Journée mondiale pour un Internet plus sûr", a pris conscience des dangers de la cybercriminalité qui est devenue "une réalité effrayante" imposée par le développement technologique et numérique effréné, voire une conséquence malheureuse de la déviation de l'Homme et des mauvais usages des sciences et des innovations". Pour le ministre, ce type de crimes "est plus dangereux (...) que les guerres traditionnelles où l'ennemi est connu, car l'adversaire dans ce cas précis recourt à des logiciels dangereux pour



violer la vie privée des gens et nuire à leur statut social et carrière professionnelle". A ce propos, M. Belhimer a mis en avant les outils de sécurisation des sites web, aussi multiples que les méthodes de la cybercriminalité, en tête desquels, le protocole SSL (Couche de sockets sécurisée) considéré comme une cane d'identité numérique pour l'identification des individus, des organisations ou des sites, lequel sert également à crypter les données et les échanges stockés dans les serveurs. "85% des sites algériens ciblés par cette étude ne disposent pas de ce certificat malgré son importance", a-t-il déploré, précisant que "le retard accusé par rapport à un monde virtuel très accéléré, a encouragé le Darknet à faire du chantage aux consommateurs et à pirater leurs données notamment durant le confinement sanitaire". Un documentaire sur la cybercriminalité et ses retombées sur la patrie et le citoyen a été projeté lors de cette journée parlementaire. Aussi, des enseignants universitaires et des cadres de la sécurité ont évoqué, dans leurs interventions, les causes, les ripercussions et les méthodes de lutte contre la cybercriminalité.

A.Z

Total annonce une perte de 7,2 milliards de dollars en 2020

Le groupe pétrolier et gazier Total a annoncé une perte nette de 7,2 milliards de dollars en 2020, contre un bénéfice de 11,2 milliards en 2019, en raison de la crise de la pandémie Covid-19 qui a pesé sur les cours pétroliers et de dépréciations déjà annoncées. Le groupe, qui veut prendre le nom de TotalEnergies pour mieux refléter la transition énergétique, a vu son bénéfice net aguer - qui exclut des éléments exceptionnels et sert de référence - chuter de 66% à 4,06 milliards de dollars. "L'année 2020 a connu deux crises majeures: celle de la pandémie de la Covid-19 qui a fortement affecté la demande mondiale, et celle du pétrole qui a conduit les prix du Brent à un niveau inférieur à 20 dollars par baril au cours du deuxième trimestre", a rappelé le PDG Patrick Pouyanné,

cité dans le communiqué. Comme tous ses concurrents, le groupe Total a ainsi souffert de ces circonstances. Il a aussi vu sa production d'hydrocarbures reculer de 5% l'an dernier. Les résultats nets sont également plombés par les dépréciations d'actifs de 8,1 milliards de dollars - dont 7 milliards portant sur les sables bitumineux au Canada - annoncées en juillet en raison de la faiblesse des cours et de nouveaux objectifs climatiques. "Le groupe affirme sa volonté de se transformer en une compagnie multi-énergies pour répondre au double défi de la transition énergétique: plus d'énergie, moins d'émissions", a souligné Patrick Pouyanné. C'est pour cette raison que le nouveau nom de TotalEnergies sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires en mai.

Le DGSM examine avec l'ambassadeur Italien les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le directeur général de la sûreté nationale (DGSM), Khelifa Ouissal, a reçu l'ambassadeur Italien en Algérie, Giovanni Pugliese, avec lequel il a passé en revue les voies et moyens de renforcer la coopération policière bilatérale, a indiqué, mardi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSM). Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège de la DGSM, "les deux parties ont examiné les moyens de renforcer les relations de coopération entre les polices des deux pays dans différents domaines, notamment la formation et l'échange d'expériences et d'expertises", précise la même source. L'ambassadeur Italien s'est félicité "du haut niveau de professionnalisme" de la police algérienne, mettant en avant la coopération entre la police algérienne et son homologue italienne.

ESPÈCES PROTÉGÉES

Interpellation de deux personnes en possession de singes magots à Tizi-Ouzou (Gendarmerie)

Deux personnes qui étaient en possession de deux singes magots, une espèce protégée, ont été interpellées le week-end dernier à Tizi-Ouzou par la Gendarmerie nationale, a indiqué mardi dans un communiqué le groupement de wilaya de ce corps de sécurité. Originaires de la wilaya de Relizane, ces individus qui étaient à bord d'un véhicule touristique ont été interceptés, vendredi dernier, à hauteur du barrage fixe de contrôle de la Gendarmerie à Tadmakht, à 17 km à l'ouest de Tizi-Ouzou. La fouille de leur véhicule a permis de découvrir deux singes magots (*Macaca sylvanus*), une espèce endémique de l'Afrique du Nord, présente dans le parc national de Djurdjura, menacée de disparition et protégée par la loi, a-t-on précisé de même source. Lors de l'enquête, les deux mis en cause ont indiqué qu'ils ont acquis les deux singes magots dans un marché de la wilaya de Béjaïa, pour 30.000 DA les deux (15.000 DA chacun), et qu'ils comptaient rentrer à Relizane afin d'en faire des animaux de compagnie", selon le communiqué. Les deux singes ont été remis à la Conservation des forêts de la wilaya, alors que les deux individus qui les avaient achetés ont été libérés, a-t-on indiqué de même source en précisant que l'enquête se poursuit afin d'identifier et d'arrêter les auteurs de ce trafic d'espèces animales protégées.